Bulletin du C.R.A.S.



N° 3 Novembre 89

Ce bulletin est une compilation de documents issus d'un centre d'archives, le C.R.A.S. Créé en 1981, celui-ci se propose de rassembler et conserver l'histoire de ces moments de révolte, expériences subversives ou initiatives alternatives, qui, hier comme aujourd'hui, nous fournissent une base de réflexion individuelle et collective et donc un moyen d'envisager nos luttes à venir.

Nous recevons dès à présent diverses publications françaises et étrangères émanant essentiellement de centres de documentation ayant des buts similaires aux nôtres ou de groupes libertaires, d'individus et de groupes de base ici et là. Nous disposons de collections de revues complètes ou quasi complètes, d'affiches, de livres, ainsi que de nombreux documents classés sous forme thématique : la guerre civile espagnole (36-39), l'exil espagnol, le mouvement libertaire en Espagne des années 70 et 80, les prisons en France et les luttes anticarcérales, les luttes antinucléaires, l'écologie, les formes d'insoumission sociale et militaire, et disons en général, tous textes critiques sur le fonctionnement social et les différentes formes de gestion de la démocratie, tant individuelles que collectives.

Tous ces textes, témoignages et dossiers rassemblés peuvent être consultés, utilisés au gré des désirs et des projets. Dans le passé, le prêt d'affiches et de livres a déjà fonctionné pour des expositions et diverses éditions ; des moyens techniques de reproduction ont été mis à la disposition de groupes ou individus, permettant leur expression hors de la structure directe des archives. Permettons que cela continue et que le cadre de nos activités s'élargisse car nous avons, et vous aussi peut-être, nous l'espérons, beaucoup de projets à réaliser :

– éditions de textes et de brochures issus du C.R.A.S.,

– éditions ou rééditions d'auteurs dont les textes et ouvrages, peu disponibles ou introuvables, nous paraissent intéressants à reproduire pour l'idée qu'ils développent, l'analyse ou le simple témoignage qu'ils offrent.

Pour permettre à ce projet, à ce bulletin, d'être un véritable relais d'information et de débat, nous vous proposons de prendre contact avec nous, de nous envoyer textes, affiches, brochures qui reflètent vos luttes ou tous documents que vous possédez et que vous voudriez voir archivés, ou éventuellement reproduits.

Le C.R.A.S. fonctionne de manière autonome et sans subventions d'aucune sorte ; ce sont donc les membres-cotisants qui financent l'association. C'est à ce prix qu'elle peut et pourra exister, se développer et avoir les projets les plus divers. Nous vous offrons donc la possibilité d'être à la fois adhérents à l'association d'archives et abonnés* à ce bulletin (6 numéros) pour la somme de 100 F (port compris).

N'hésitez pas à nous écrire, quelles que soient vos critiques, propositions, informations ou réflexions diverses à l'adresse suivante :

C.R.A.S.
B.P. 49
31010 TOULOUSE CEDEX

* Chèques à libeller à l'ordre du C.R.A.S.

Sommaire

— Les Amis de Varlet 3

— Les Amis du Chevalier de la Barre 4

— Courrier (Esperanto, Où en sommes-nous ?) 19

— Nucléaire. Golfech 14

— Barrage du Gijou 16

— Dossier prison 5

— On a reçu (diverses informations, revues France et étranger) 20

BULLETIN DU CRAS



LES ÉCRITS QUE NOUS REPRODUISONS N'ENGAGENT QUE LA RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS ET NE SAURAIENT IMPLIQUER L'ADHÉSION DE L'ENSEMBLE DES INDIVIDUS QUI PARTICIPENT À L'ÉLABORATION DE CE BULLETIN.
CES PARUTIONS SONT LE REFLET DES DIVERSES SENSIBILTÉS ET COURANTS CRITIQUES QUI S'EXPRIMENT À L'HEURE ACTUELLE.
LA DIFFUSION A JUSQU'ALORS ÉTÉ GRATUITE, IL EST DONC IMPORTANT QUE LES PERSONNES INTÉRESSÉES S'ABONNÉNT POUR NOUS PERMETTRE D'ÉQUILIBRER LES FRAIS D'IMPRESSION DE CETTE REVUE.
NOUS RAPPELONS QUE LES DOCUMENTS EN NOTRE POSSESSION PEUVENT ETRE REPRODUITS CONTRE 1 F PAR PHOTOCOPIE.

BULLETIN DU CRAS



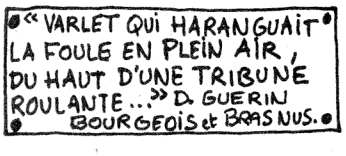
LES AMIS DE VARLET

« Nous pensons en effet que les conditions d'un véritable débat doivent être reconstituées, si nous voulons que se rassemblent, avec un minimum d'efficacité, ceux qui mettent la démocratie effective, directe, au centre de leur action ». 6 juillet 1989

Voici ce que le groupe « Les Amis de Varlet » constitué à Nantes en mars 1989 — et qui a saisi "l'occasion de la commémoration de 1789 pour s'y opposer en affirmant ses choix — a fait depuis lors :



■ Plate-forme du groupe en mars 89 ■ Tract "La défaite de la raison" (21 mars 1989) diffusé dans les lycées à Nantes à l'occasion de la journée de "l'Arbre de la Liberté" (publié dans le n° 2 du bulletin du CRAS) ■ Un texte diffusé le 15 avril 89 à l'occasion du colloque "Révolution et franc-maçonnerie dans l'Ouest", en guise d'introduction au discours de M. Ayrault, Maire de Nantes ■ 13 mai 89 : dépôt de la plaque (voir ci-dessus) ■ 6 juin 89 : texte à propos de la Chine ■ 14 juillet 89 : affiche-texte de Georges Courtois, déposée au parloir de Nantes, collée à Nantes et autour de la prison de Bordeaux et distribuée autour de la prison de la Santé le 14 juillet. Nous la reproduisons en dernière page du bulletin.



nation legere et versatile !
jusqu'a quand les noms
te tiendront-ils lieu des choses ?

Jean varlet (1794)

« LES AMIS DE VARLET », 13 MAI 1989

C O M M U N I Q U É

Les **accapareurs**, que les Sans-Culotte ont combattu pendant la révolution française, se sont depuis lors emparés de la totalité du pouvoir. Aussi, en plantant des "arbres de la liberté", c'est **leur** liberté qu'ils voudraient nous voir applaudir : cette liberté qu'ils ont décrétée, par exemple, le 17 juin 1791 quand la loi Le Chapelier interdisait le droit de grève et de coalition aux ouvriers, en stipulant que ces coalitions étaient " attentatoires à la liberté des droits de l'homme". On voit ainsi ce que nos dirigeants commémorent, à Nantes, en plantant un "arbre des droits de l'homme", et le propos de Jean Varlet : "Nation légère et versatile ! Jusqu'à quand les noms te tiendront-ils lieu des choses ?", dévoile déjà la supercherie.
C'est pourquoi nous avons résolu de mettre ce propos en évidence, sur la voie publique. Le 13 mai dernier, devant l'arbre planté le 21 mars par le maire de Nantes, nous avons fixé une plaque rapportant les paroles de Varlet, en lieu et place de l'inscription municipale : "Arbre des Droits de l'Homme".

LES AMIS DE VARLET



Brochure,
réédition intégrale du texte de
J.-F. VARLET :
« GARE L'EXPLOSION. 1794 ».
Editée par PARTAGE NOIR.

Pour tous renseignements :
PUBLICO
145, rue Amelot 75011 Paris

LES AMIS DE VARLET
N° 7,
Place de la Bourse
44000 NANTES

« Les amis du Chevalier de la Barre » récidivent

Dans la nuit du 4 août 1989, le groupe de statues du Chemin de Croix décapité !



LA DEPECHE 27 Août 1989

Quatre statues, représentant la mise au tombeau du Christ et situées sur le chemin de croix conduisant au château de Rocamadour.

Cette action a été revendiquée, hier matin, dans une lettre adressée au siège de l'A.f.p., à Paris, par un mystérieux groupe « Les amis du chevalier de la Barre » pour protester contre les « pantalonnades révolutionnaires » et le bicentenaire.

La décapitation des statues, en plâtre et en pierres du siècle dernier, sans valeur particulière, a été faite à la scie.

A l'appui de sa revendication, le groupe « Les amis du chevalier de la Barre » joint une photo (ci-dessus) montrant les têtes des quatre statues.

Jean-François Le Febvre, chevalier de La Barre, avait été décapité en 1766 pour avoir mutilé un crucifix. Voltaire réclama sa réhabilitation qui fut décrétée par la Convention.

La Sainte-Famille perd vraiment la tête.

Bande de Jean-Foutre : la révolution n'est pas un spectacle ! Qu'y a-t-il eu d'authentique dans vos pantalonnades "révolutionnaires" ? Rien, ce fut la célébration de l'avènement de la bourgeoisie et de la représentation. Vous avez fêté l'écrasement des idées révolutionnaires de cette époque comme vous avez su être muets sur celles de la Commune de Paris. Des hommes pour avoir voulu vivre libres et pouvoir enfin être ce qu'ils étaient, ont été exterminés par cette même bourgeoisie, et aujourd'hui, rien n'a changé : 1989 ce n'est plus 1789, et c'est encore 1984 : la coercition, c'est la liberté — les privilèges, c'est l'égalité — l'état policier, c'est la fraternité.

Mégalomaniaques au hiératisme ridicule, pantins maffieux de la politique, stalinos dégénérés, syndicalistes pourris, calotins de la finance, falsificateurs spécialisés, que la SECTION DE CES QUELQUES TETES, dérisoires autant que les vôtres, vous rappelle que vous n'êtes que les lamentables successeurs de l'aristocratie finissante. Vous n'êtes que le clergé de cette moderne religion que l'on appelle l'oubli. Du Pic St-Loup à Rocamadour, nous sommes les voyageurs de la mémoire. L'expérience humaine continue : l'avantage ne restera pas éternellement aux liberticides.

A l'heure où la religion de votre "économie" est mondiale, où vous tuez la planète de ce que vous nous faites produire, où même les moules s'attaquent au nucléaire, des SECTIONNAIRES sauront poser la plume un moment — l'heure peut-elle n'être encore qu'à l'écriture ? — pour assumer notre droit à l'insurrection par des pratiques plus frondeuses.

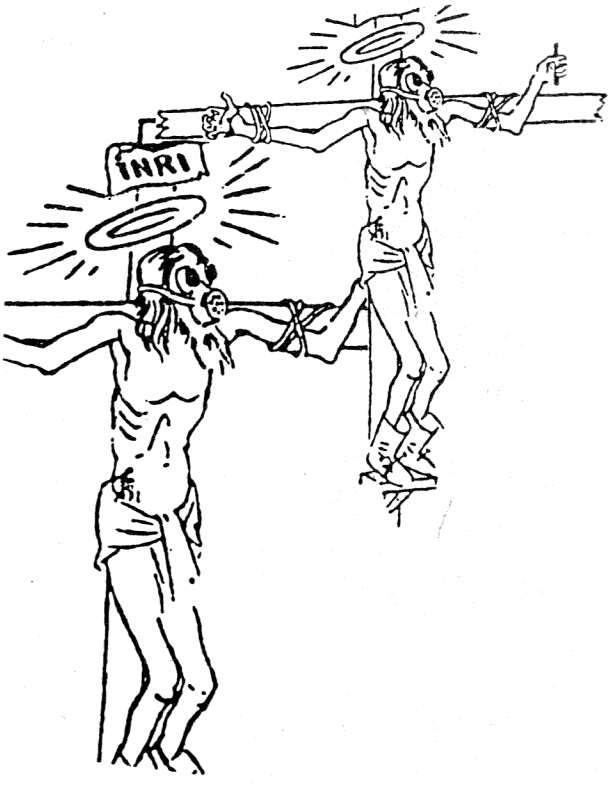
« FRANÇAIS, ENCORE UN EFFORT POUR ETRE RÉPUBLICAINS ! »
Les images qui nous asservissent doivent aussi disparaître, de temps à autre le vandalisme s'impose. « La seule aventure, c'est contester la totalité ». Vandales, Alains et Vauriennes, Irradiés et Ostrogoths, Barjots et Pékins, tous les Huns et tous les Autres, UNISSONS-NOUS !

Le 4 août 1989,
Les Amis du Chevalier de la Barre

N.B. : Rocamadour saura-t-elle, par cette occasion inespérée d'un spectacle aussi saisissant de réalité, ravir enfin la place de premier site touristique de France ?

« Je pris, après 6 jours de réflexion, le parti de faire le mal par dessein, ce qui est sans comparaison le plus criminel devant Dieu, mais ce qui est sans doute le plus sage devant le monde. »
Cardinal de Retz

« Gare le piège ! Hommes libres, on voudrait fixer vos yeux vers le ciel, pour vous jouer quelque mauvais tour sur la terre. Cette filouterie réussit également à la foire et à l'église »
Anacharsis Cloots



Ces énigmatiques « amis du



chevalier de la Barre »

Ci-joint le texte de revendication reçu par courrier. C'est la deuxième action revendiquée par ce groupe. Le 20.2.89, la Croix du Pic St-Loup (Hérault) avait été sciée. Voir bulletin du C.R.A.S. n° 1.

DOSSIER PRISON

Bon anniversaire ! La révolution fait tourner en rond

Les festivités du bicentenaire s'achèvent; un magnifique spectacle illusionniste, qui se sera déroulé sans bavure. En cette année de commémoration républicaine, il fallait au pouvoir occuper le devant de la scène. Plus encore que l'argent à gagner, c'était l'imaginaire populaire qu'il fallait préserver et entretenir. La nation des droits de l'homme s'est bâtie sur une révolution aux valeurs nobles et surtout encore existantes. La liberté, l'égalité et la fraternité se vivent au présent dans une démocratie sociale dernier rempart face à l'intégrisme, au totalitarisme ou fascisme de tout poil. Nos soldats, héros de la paix inverviennent pour le bien-être universel. Le progrès est indéniable, il implique le bonheur.

Fermons un peu la télé et grattons la couche de vernis. C'est un vaste champ de bataille, un super marché de la misère, un camp de travail et d'extermination qui apparaît. Vision pessimiste peut-être mais on ne peut nier que l'air, l'eau, la bouffe et la vie deviennent rares et détériorés. Tout gestionnaire du système est un assassin en puissance au service de la mafia des posseseurs, des riches. Les politiques sont des porte-flingues au compte des trusts. Leur économie, c'est la barbarie.

L'humain de base, le modèle génétique : un robot, fonctionnaire du fric, une mécanique froide mise au rebut à la moindre faiblesse, soucieux du productivisme, éduqué à ne pas penser. La conscience anesthésiée dès le plus jeune âge. Les désirs et les rêves, refoulés, niés ou comblés par la marchandise et la "drogue" : la dépendance à la mère-patrie. L'interdit et l'enfermement surdéveloppés dans l'instinct. Une machine qui évolue dans une structure révolutionnaire certes mais cloisonnée, hiérarchisée, composée de classes, de tranches d'âge, de niveaux, de codes, de secteurs, de corporations, d'accès plus ou moins accessibles.

Les lois et les institutions qui les appliquent sont les outils de cet isolement à perpétuité. Chacun a sa place, dans un espace-temps régi pour une meilleure rentabilité.

La tyrannie règne en douceur mais sûrement, à l'abri des démocraties fussent-elles directes. Le citoyen est l'esclave des temps modernes ionisé et conditionné pour un rôle, une fonction plus ou moins importante mais toujours maillon de la même chaîne. Le maillon usé, déformé, cassé ou en état de liberté est à réinsérer ou à détruire. Des zones sont prévues à cet effet; on les appelle hôpitaux, hospices, asiles, prisons ou centres quelconques.

Nº 6

Poètes ! Papiers ! Documenti ! ...

C'est l'époque où pour un placement d'office en hôpital psychiatrique, c'est le R.A.I.D. (recherche, action, intervention, dissuasion), un groupe de la police nationale spécialisé pour les "interventions délicates" (prises d'otages, "terrorismes"...), qui va chercher le "forcené" qui refuse l'internement. Ça s'est passé le 6.09.89 à Ris-Orangis (Essonne). Le "forcené" a tué deux membres du R.A.I.D. et a blessé grièvement deux autres flics. Lui-même a été sérieusement atteint par deux balles de calibre respectable...

« OUVRONS LES PRISONS ! LICENCIEZ L'ARMÉE ! »
IL N'Y A PAS DE CRIMES DE DROIT COMMUN.
(La Révolution surréaliste. N° 2. 1925).

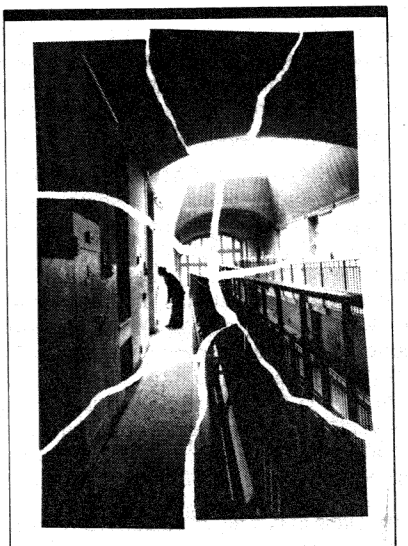
Le mouvement anti-carcéral ne date pas d'hier et ne s'arrêtera pas demain. C'est une composante du mouvement général de lutte pour un autre monde, une résistance à l'oppression. Son expression se développe en un courant d'idées et d'actes qui imprègnent les mœurs et transforment les mentalités. Collective ou individuelle, la lutte clandestine ou légale a pris différentes formes en fonction de la situation, des possibilités, des énergies, du rapport de force, de la prise de conscience et de l'analyse de chacun.

A l'intérieur des camps d'internement, les rapports sont plus exacerbés, la confrontation est souvent plus dure, automutilation, grève de la faim, refus des plateaux-repas, occupation des cours de promenade, prises d'otages, mutineries... La révolte se paie cher. Le suicide est souvent l'ultime évasion.

A l'extérieur, ses formes d'expression et de sensibilisation se sont avérées et demeurent multiples. Groupes d'études, de réflexion, spécifiques ou non à la prison, de soutien à des amis ou des camarades incarcérés... Tracts, affiches, bombages, banderoles, revues, émissions radio et actions diverses de propagande par le fait.

L'histoire du mouvement anti-carcéral est à écrire pour plusieurs raisons.

- parce qu'elle est riche d'enseignements notamment à partir des années 70 où la prison redevient un sujet brûlant (multiplication des révoltes à l'intérieur et à l'extérieur des interventions posant concrètement le problème de l'enfermement);
- pour relater les différents combats menés par les individus ou groupes;
- pour en permettre l'analyse;
- pour s'interroger et comprendre aussi pourquoi cette idée généreuse d'un "monde sans prisons" n'est exprimée que par une minorité de citoyens. Ne pas nier que souvent nos maladresses, nos sectarismes, les querelles inter-groupes n'ont pas contribué à un plus large investissement d'individus dans ce combat et que l'idée se répande dans la population.



POUR EN FINIR AVEC L'ENFERMEMENT

Le dossier que nous vous proposons aujourd'hui est composé en deux parties. D'abord une chronologie (effectuée à l'aide de la presse et de revues militantes), certainement incomplète, sur certaines formes d'actions, sans en oublier le message, commises à l'extérieur des prisons de l'année 1971 à 1989. La deuxième partie est sur la production et l'activité d'associations d'individus investies sur le terrain de l'enfermement. Ce dossier a été réalisé par des membres de l'A.C.E. (Association Contre l'Enfermement). Adresse : A.C.E. c/o C.R.A.S.

➥ Fin janvier 1971 à Paris, quelques roquettes artisanales et des pétards sont tirés contre les murs de la prison de la Santé, en soutien à la grève de la faim des membres de la G.P. **(Gauche Prolétarienne)** et de V.L.R. **(Vive la Révolution)**. Un communiqué sera diffusé en direction des prisonniers grâce à un magnétophone. Action revendiquée par la N.R.P. **(Nouvelle Résistance Populaire)**. Cette forme d'action, au cours des années 70, sera menée plusieurs fois par des groupes libertaires à Paris, Toulouse, Montpellier... en solidarité avec des amis détenus.

➥ 1.2.1971. Plusieurs militants de la **Gauche Prolétarienne** sont emprisonnés dont Alain Geismar; ils font la grève de la faim pour obtenir le statut politique. Afin

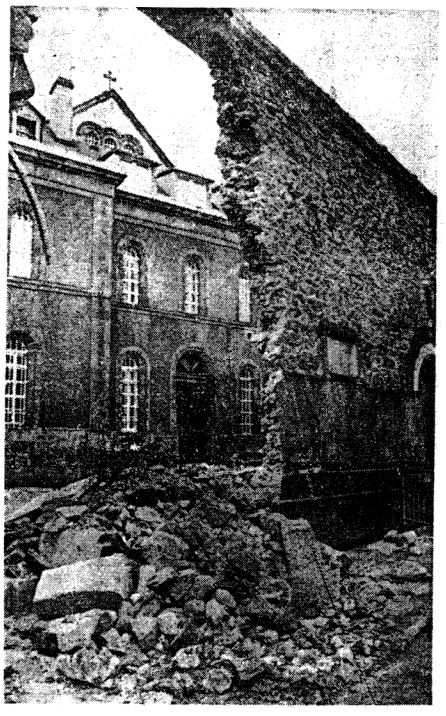
d'appuyer cette revendication, 2 cocktails Molotov sont lancés contre les locaux de la Direction régionale pénitentiaire à Lille et provoquent un début d'incendie. Un tract signé **"Mouvement de la jeunesse"** a été distribué avant l'action, le texte met en accusation le ministre de la Justice "M. Pleven l'embastilleur" et réclame "le régime politique".

➥ 15.1.74. A Paris, vers 13 h 45, attentat au palais de justice, c'est la statue de St-Louis qui trinque. La tête vole en éclats. En soutien aux membres des **G.A.R.I.*** incarcérés et en grève de la faim pour l'obtention du statut politique, c'est le G.A.L.U.T. **(Groupe Autonome Libertaire des Usagers du Tribunal)** qui revendique l'action. Ne pas confondre avec Galut, juge à la cour de sûreté de l'Etat qui instruit l'affaire des G.A.R.I. D'autres actions ont été menées jusqu'à la libération des derniers membres de cette coordination en mai 1977. Mais nous y reviendrons dans un dossier plus complet sur cette époque.

* G.A.R.I. **(Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste)**. Rassemblement de plusieurs groupes autonomes français et espagnols en vue d'apporter une solidarité concrète et active au mouvement révolutionnaire espagnol et plus particulièrement aux emprisonnés du M.I.L. **(Mouvement Ibérique de Libération)**. Apparu en mai 74 lors de l'enlèvement du banquier B. Suarez à Paris, le G.A.R.I. a eu à son actif jusqu'à son autodissolution en août 74 de nombreux attentats et plusieurs expropriations en France et en Belgique.

➥ Dans le nuit du 25 au 26.7.1974, alors que dans de nombreuses prisons les détenus organisent des révoltes qui ébranlent la machine pénitentiaire, la solidarité active s'exprimera à l'extérieur par le dépôt de charges explosives dans les locaux du syndicat CGT pénitentiaire et devant la Direction de l'administration pénitentiaire à Paris. Un mouvement qui s'intitule **"Les Damnés de la terre"** revendique dans un communiqué l'action et explique "que les attentats ne sont qu'une première réponse aux massacres légaux dans les prisons : Patrick Mirval à Fleury-Mérogis et maintenant Clairvaux et Nîmes, sans parler des "suicides". Le groupe ajoute : "Nous voulons que le gouvernement sache que nos luttes ne se limiteront plus au cadre étroit de l'Administration pénitentiaire où nos camarades sont massacrés par les forces de répression lorsqu'ils se révoltent mains nues contre les pourritures des prisons. Nos luttes seront désormais appuyées de l'extérieur d'une façon continue qui ira en s'amplifiant et jusqu'à la destruction de toutes les prisons...".

➥ Dans la nuit de Noël 1974, un bulldozer enfonce la porte de la maison d'arrêt de Limoges et provoque l'effondrement d'une bonne partie du mur. L'engin de 130 cv, détourné d'un chantier, traverse la ville pour donner les trois ou quatre coups de bélier les plus fortement symboliques de la lutte anti-taules. Deux années plus tard, l'auteur de cette courageuse action adresse à la presse le détail de son déroulement : « Depuis plus d'un an cette pensée m'obsédait ! 1974, c'est l'année des grandes révoltes dans les prisons, l'affaire Baader, les exécutions en Espagne. J'étais décidé à tenter quelque chose (...). A la limite, ce n'est pas loi qui ai agi mais eux. Tous ceux qui sont enfermés... J'ai chanté, je sais. Peut-être de vieilles chansons de la Commune. Vous savez, c'est impressionnant, tout seul, une nuit de Noël, au volant d'un bulldozer et gonflé de cette certitude (...). Je vais vers le mur. Mes tripes et l'énergie de l'engin sont une seule et même volonté. Maintenant je suis en pleine puissance et je tape comme un fou... ».



Prison de Limoges. Noël 1974.

➥ Dans la nuit du 19 au 20 mai 1976, une bouteille de gaz explose contre la porte de la maison d'arrêt de Quimper. Façon originale et opportune de souhaiter la bienvenue à Mme Dorlhac, alors secrétaie d'Etat à la "condition pénitentiaire", qui allait visiter la prison le lendemain.

➥ Dans la nuit du 8.10.77, une bombe explose au domicile du Garde des sceaux A. Peyrefitte à Paris.

➥ Dans la nuit du 14.10.77, deux attentats à l'explosif contre le ministère de la Justice et à l'intérieur du palais de Justice de Paris. Ces trois attentats sont revendiqués par les N.A.P.A.P. **(Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire)** qui déclarent avoir « attaqué ce repaire de l'injustice pour soutenir la grève de la faim des prisonniers politiques de la Santé et de Fleury-Mérogis pour le statut politique ».

➥ 25.3.1978. Un engin explosif détruit la porte de la maison d'arrêt de Montpellier et fait voler toutes les vitres du quartier en éclats. L'opération est revendiquée par le **"Groupe Autonome Libertaire".**

➥ 10.8.1978. Un autre paquet explosif est lancé contre la même maison d'arret. Le Groupe Autonome Libertaire explique cette fois que sont but "est d'attirer l'attention de l'opinion publique sur le sort de membres des groupes autonomes détenus en Espagne, à Barcelone et Madrid, depuis janvier et février 1978. Nous exigeons leur libération ainsi que celle des libertaires incarcérés à Nïmes depuis juillet 1978".

➥ 7.11.1978. Cinq charges de plastic, de dix kilos chacune, explosent causant d'importants dégats à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, alors en construction. Un mirador sera détruit. L'ouverture de la prison sera retardée de plusieurs mois. « Il était une fois un groupe d'individus vivant dans une société démocratique libérale avancée », écrivent dans leur revendication les initiateurs de l'action, « termes politiques servant à désigner un système social basé sur l'asservissement, la coercition, la punition, et ayant créé pour cela des écoles-prisons, des usines-prisons, des prisons-prisons (...). Les individus décidèrent donc un jour de s'attaquer à l'intolérable et choisirent comme objectif ce qui leur semble être le symbole le plus représentatif de ce système, les prisons-prisons... ».

➥ Dans la nuit du 18 au 19 janvier 1979, un attentat revendiqué par les **"Brigades ouvrières internationales"** provoque un début d'incendie au palais de justice de Pau.

En cette fin d'année, le refus de l'enfermement apparaît dans une phase offensive.

➥ Dans la nuit du 12 au 13 novembre 1979, la porte de la maison d'arrêt de Tarbes vole en éclats sous l'effet d'une forte charge explosive. L'action est revendiquée

SIX MOIS AVANT SA MISE EN SERVICE

LA PRISON DE BOIS-D'ARCY PLASTIQUÉE

Novembre 1978



par les **"Enragés internationalistes"**. « Nous avons fait cette action à l'occasion du procès du Groupe Autonome Libertaire à Madrid, pour demander la fin du système des prisons dans le monde entier ».

➥ Dans la même nuit, à Paris, une explosion secouait le tribunal de police, rue de Fleurus.

➥ A Perpignan, c'est la porte de la maison d'arrêt qui est fortement endommagée par une charge explosive. Ces actions sont revendiquées par les **"Enragés internationalistes".**

➥ 13.3.1980. Une violente explosion endommage les locaux du Centre de formation de l'administration pénitentiaire à Paris. Un groupe intitulé **"Les Combattants pour la révolution"** explique « vouloir démontrer que la réinsertion-alibi du pouvoir est une farce grossière (...). Educateurs et matons, juges et avocats doivent s'engager vis-à-vis de nous qui voulons la destruction pure et simple des prisons (...). Nous sommes effectivement solidaires de tous les prisonniers politiques reconnus comme tels ou pas, de tous ceux que la révolte conduit en prison ou qui apprennent la révolte à l'intérieur des prisons, plus particulièrement dans les Q.H.S... ».

➥ 26.5.1980. Une charge explosive provoque de gros dégats au palais de justice de Tours. Signé **"Crève sa lop"**, un texte explique que « le palé de justis é, en éfé, le sinbol de l'oprésion spéctaculer ki regn den cet vil : lé milis (privé, municipal, otodéfens, polis, et otr flic) armé son partout den le centr vil (lieu de concentracion de la marchandiz). Cela atro duré : notre prochène cibl sera un milicien... ».



Toulouse. Occupation du P.S. Juin 1981.

➥ 21.5.1981. A Toulouse, vers 14 h, une trentaine de personnes interviennent devant la maison d'arrêt Saint-Michel. Jour de parloir, mais aussi jour de l'investiture de Mitterand. Bombages sur les murs de la prison : "Ouvrons les prisons", "Amnistie totale". Un tract "Appel à l'amnistie générale" est diffusé; son contenu est le suivant : « La droite s'en va, ladite gauche arrive. Changement de décor nous promet-on. Nous exigeons donc, des nouveaux pouvoirs en place, dans un but d'apaisement, une amnestie totale de tous les prisonniers sans distinction. Nous reconnaissons à tous leurs droits à l'opposition contre l'ordre social passé, sans quoi il n'est point de "crédibilité" pour le nouveau régime ».

➥ 14.6.1981. A Paris, occupation du journal "Le Matin de Paris" par une cinquantaine de personnes. Ils réclament "une amnistie totale de tous les détenus politiques relevant ou non de la cour de sûreté de l'Etat ».

➥ 19.6.1981. A Toulouse, une quarantaine de personnes du collectif **"Pour une amnistie sans précédent"** occupent le siège de la section du Parti Socialiste. Dans un tract, les occupants expliquent : « ...Le projet d'amnistie actuel n'intéresse que 8 % des prisonniers... Les 42 000 détenus des prisons françaises (dont 90 % sont issus des classes défavorisées) enfermés par l'ancien régime veulent bien partager l'espoir au présent... Nous n'avons rien à négocier avec le nouveau pouvoir en place, nous exigeons l'amnistie totale de tous les prisonniers sans distinction ».

➥ Fin juin 89. A Perpignan, dans la nuit de la Saint-Jean, un feu d'artifice est tiré devant le palais de justice. **"Le Collectif Libertaire pour l'Amnistie"** revendique l'intervention et « ...s'interroge plus particulièrement sur le devenir des prisonniers dits "communs", ces éternels oubliés. Que représente pour eux l'espoir au présent ? ».

➥ 7.7.1981. A Perpignan, un tract est diffusé à des milliers d'exemplaires signé par la Fédération catalane du Parti socialiste dont une partie du contenu est le suivant : « Le pouvoir exercé par la droite s'était signalé par une aggravation de la répression qui a conduit à une augmentation sans précédent du nombre des emprisonnés (de 28 000 à 42 000 en 7 ans)... Pour notre part, nous nous prononçons pour une amnistie générale des prisonniers : il serait intolérable que des dizaines de milliers de personnes soient exclues de l'immense vague d'espoir du 10 mai, confirmée le 21 juin ». Quelques jours plus tard, la Fédération catalane du P.S. déposera plainte contre X, pour faux et usage de faux. Elle accusera une certaine droite locale d'être à l'origine de ce faux.

➥ 9.7.1981. A Toulouse, le



Toulouse. Enlèvement de Jaurès. Juillet 1981.

"Collectif pour la destruction des prisons" revendique l'enlèvement du buste de Jean Jaurès de sa stèle, square du Capitole. Dans un texte accompagné d'une photo, envoyé à différents médias, les "amis" de Jeannot s'expriment ainsi : « Communiqué n° 1, mardi 7 juillet... Sous bonne escorte il a pris pension à la maison et immédiatement s'est mis en grève de la faim en solidarité avec les détenus en lutte. N'ayant rien lu dans son quotidien favori sur le mouvement et sa répression... exige la publication des revendications des prisonniers, l'arrêt des brimades, tabassages et transferts. La destruction immédiate des Q.H.S. (quartier de haute sécurité).

L'amnistie décrétée par les Socialistes et Communistes sera dérisoire (inférieur à celui d'un René Coty, voire d'un Charles de Gaulle). On replâtrera les prisons en libérant 5 000 détenus manière d'éviter que les taules craquent faute de place.

➥ 23.9.1981. A Toulouse, 13 h, les **"Bombeurs Anonymes pour la Défense des Incarcérés Très Excités par Robert"** (B.A.D.I.N.T.E.R.) revendiquent les bombages à l'intérieur du palais de justice : "Destruction des Q.H.S.", "Les juges au chômage", "Libérez les taulards". Dans un tract distribué et laissé sur place, les auteurs exigent la libération des 7 inculpés dans l'affaire de Condé-sur-Escaut, en grève de la faim depuis 30 jours pour certains d'entre eux... et ceux dont la police a elle-même reconnu le caractère politique de leur délit mais qui n'avaient pas revendiqué leur motivation face à une justice de droite... la satisfaction des détenus en lutte et la destruction des Q.H.S.

➥ 23.9.1981. A Paris, mise à sac du salon du restaurant de la Tour d'Argent par une cinquantaine de personnes. Les auteurs **"...un des cénacles de la grande bouffe"**.

➥ 24.9.1981. A Paris, incendie de cinq bureaux du Comité de probation des peines (notamment chargé de la réinsertion des

détenus libérés). Le même jour, vol du glaive de la statue de Saint-Louis devant le château de Vincennes. Ces trois actions ont été revendiquées à l'A.F.P. par le groupe **"Nous"**. « ...pour attirer l'attention sur le sort des 7 détenus de l'affaire de Condé-sur-Escaut qui poursuivent leur grève de la faim. Nous ne les laisserons pas mourir. Nous prendrons toutes les mesures qui s'imposent dans une situation bloquée.

➥ 26.9.1981. A Toulouse, 9 h, au centre ville, un groupe de six personnes masquées pénètre chez Germain (épicerie fine, dépositaire des produits Fauchon), certains armés d'extincteurs (remplis d'un mélange d'ammoniaque et de peinture) ont aspergé les fromages, beurres, cervelas... Dans un tract laissé sur place sous forme de télégramme, G.E.R.M.A.I.N. **(Gastronomes Ecœurés Révoltés par le Manque d'Alimentation des Incarcérés Nonamnistiés)** s'explique : « Pour vous Bourgeois Stop - Avons décidé Stop - En soutien aux détenus en grève de la faim de supprimer Stop - Votre prochain caviar dominical Stop - Par quelques jets intempestifs de peinture Stop - Une tornade colorée a biodégradé Stop - Votre épicerie favorite ». Germain. Stop - Manière de rappeler à vos estomacs trop pleins, ceux vides de nos camarades Stop - Libération de tous les prisonniers politiques. Suppression des Q.H.S. Satisfaction immédiate des revendications des détenus en lutte. Arrêt des procédures d'extradition.

➥ A Perpignan, une épicerie subira le même sort.

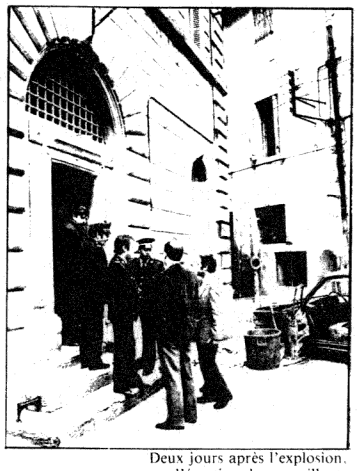
➥ Dans la nuit du 29.9 au 30.9.1981, deux occupations menées par une quarantaine de personnes de réclamant du **"Comité pour la libération des prisonniers politiques"**, l'une au siège de l'A.F.P., l'autre aux locaux du journal Le Quotidien de Paris.

➥ Dans la même nuit, vers 3 h, à Carmaux (Tarn), c'est la statue de Jean Jaurès qui est détruite par une explosion. Action revendiquée par un groupe libertaire **"Les Artilleurs du Grand Soir"**, exigeant la libération des inculpés de l'affaire Condé-sur-Escaut.

➥ Début octobre 1981, à Paris, c'est le mannequin en cire de F. Mitterand qui sera enlevé au Musée Grévin. Le groupe G.R.E.V.I.N. (Groupe Révolutionnaire Enragé Vindicatif Irresponsable et Nuisible) qui revendique l'enlèvement, a décidé « ...de frapper résolument au cœur de l'Etat social-démocrate » répondant « coup pour coup à la détention de prolétaires emprisonnés dans les geôles de l'Etat » et demandant la libération des prisonniers politiques.

➥ 6.10.1981. A Paris, vers 22 h 30, une trentaine de personnes se réclamant pour certains d'un **"Comité unitaire pour la libération des prisonniers politiques"** envahissent et occupent FR3.

➥ Une action de solidarité marque la fin de l'année 1981. Dans la nuit du 30 au 31 décembre, une explosion détruit une partie de la façade de la maison d'arrêt de Montpellier. La porte blindée est arrachée de ses gongs, de nombreuses vitres sont



Deux jours après l'explosion, l'émotion des surveillants n'est pas encore apaisée

Prison de Montpellier. Décembre 1981.

brisées et deux voitures de matons sont détruites. Le B.O.U.M. revendique **(pour une Bonne et Opportune Utilisation de la Mélinite)**. « Il faut que les matons sachent qu'ils ne bénéficient d'aucune impunité. Les prisonniers sont totalement à leur merci à l'intérieur. Nous, nous sommes à l'extérieur et nous rééquilibrons le rapport de force. Regardez ce qu'il s'est passé avec Robert Galland. Il a été tué dans sa cellule en 1979 par un gardien ou au moins avec sa complicité. Ce gardien travaille toujours à la prison alors que la justice connaît son nom et sait ce qu'il fait. L'enquête officielle traîne et n'aboutit à rien. Nous ne voulons pas que les gardiens se croient autorisés à commettre ce genre de meutres légaux. On a mis l'accent sur les morts que nous aurions pu provoquer mais qu'a-t-on fait pour éclaircir les conditions dans lesquelles entre 1977 et 1981 cinq personnes sont mortes en prison ? » « Nous n'avons rien à voir avec les charognards frustrés qui s'appellent "Comité pour l'amélioration des conditions de détention" ou autres. (...) Nous sommes contre toutes les prisons, qu'elles soient vieilles et sordides comme celle de Montpellier ou modernes comme celle de Nîmes. Nous ne réclamons pas la construction d'une nouvelle prison, nous sommes pour la suppression de l'univers carcéral et nous domandons en priorité la suppression des Q.H.S. Les Socialistes avaient promis leur disparition. Maintenant, on se rend compte qu'ils veulent simplement garder le même système. Nous ne les laisserons pas faire. On ne peut pas "humaniser" les prisons. Il faut les détruire (...). Nous ne faisons pas de distinction entre prisonniers politiques et prisonniers de droit commun... Ils sont tous des prisonniers sociaux. Nous briserons les barreaux du silence qui les enferme... ».

➥ Fin janvier 1983, côté italien, une matonne de la prison de Rebibbia, à Rome, est enlevée par les militants du **"Pouvoir prolétarien armé"** et soumise à un interrogatoire à son domicile. La matonne sera exécutée. « Nous détruirons les prisons et le personnel politico-militaire qui y travaille » déclare le texte de revendication.

➥ 7.9.1983. Un colis piégé destiné à un maton de la maison d'arrêt de Rouen explose et tue sa fille. Pour le syndicat F.O. maton, « Il est temps de prendre des mesures efficaces, tant matérielles que juridiques pour empêcher l'italianisation des professions judiciaires et policières ».

➥ 5.10.1989. Quatre matons de la prison Saint-Paul à Lyon sont tour à tour poursuivis par des inconnus circulant en voiture.

➥ 16.9.1984. Un maton de la maison d'arrêt de Vannes est agressé par plusieurs personnes à la sortie d'un dancing dont un ex-détenu inculpé par la suite.

➥ 29.11.1984. Les locaux parisiens du syndicat autonome du personnel pénitentiaire est détruit à l'explosif. Dans un texte intitulé "Lettre piégée aux crapules socialistes n° 3" et signé par le Groupe **Geronimo**. Geronimo déclare s'en être pris au S.A.P.P. pour « manifester notre colère contre la politique criminelle des Socialistes en matière d'extradition et pour manifester notre soutien aux prisonniers et prisonnières qui luttent contre l'avilissement de l'enfermement. Nous appelons tous les révoltés et anarchistes à déterrer la hache de guerre. Il est grand temps. Aujourd'hui, le local des matons, rue des Moulins ».

➥ 20.6.1985. Des installations de la SNCF sont sabotées à Châteliet-en-Brie, ce qui entraînera des retards dans le trafic. **O'Cangaceiros** (1) signe et « exige la libération des prisonniers et l'arrêt des poursuites engagées contre les mutins qui s'étaient révoltés contre leurs conditions de détention au mois de mai dernier ».

➥ Le lendemain, des pneus, de la paille et des traverses sont incendiés sur les rails de la voie ferrée Nantes-Paris. Action revendiquée par **O'Cangaceiros**.

➥ 27.6.1986. Près de Toulouse, un incendie est provoqué sur la voie Toulouse-Paris. Le G.A.R.E. (**Groupe d'Appui aux Rebelles Emprisonnés**) diffuse un communiqué : « Sabotage voie ferrée Saint-Joly-Toulouse. Blocage du Capitole. Soutien à la révolte des détenus. Remises de peine pour tous les condamnés. Libération de tous les détenus. Arrêt définitif des expulsions d'immigrés. Amnistie pour tous les mutins. Eté brûlant pour la France matonne ».

➥ Peu après, le 1er juillet, les installations de la SNCF sont sabotées à Jonquières, entre Nîmes et Tarascon. **"Les Hooligans du rail"** revendiquent et déclarent avoir agi par "solidarité avec les détenus".

➥ Le même jour, le Paris-Bruxelle est stoppé par le groupe **O'Cangaceiros**. Les wagons sont bombés : "Amnistie pour tous les taulards", "Arrêt des expulsions".

➥ Dans la nuit du 29 au 30 juin, 2 compresseurs de l'Imprimerie Presse Loire Océan à Saint-Herblain, qui tire des journaux parisiens, sont sabotés par les **"Amis des taulards révoltés"** pour protester

(1) Os Cangaceiros désignent les bandoleiros de la fin du XIXe siècle qui pillent les riches fazenderos et ridiculisent la police du Brésil.



« O Cangaceiros » a fait des photos de son action contre le Paris-Bruxelles.

Le Paris-Bruxelles. Juillet 1985.

contre la façon est évoquée la situation des détenus dans ces journaux.

➥ Le 9 juillet, 4 militants des "Amis des taulards" sont arrêtés et écroués à Rouen pour les diverses actions de solidarité des jours précédents contre les installations ferroviaires.

➥ 12.7.1985. A Paris, vers 6 h 30, sabotages dans le métro, le trafic a été perturbé sur les lignes 3 et 13. Des inconnus, pour manifester leur solidarité avec les détenus, ont renversé une bétonnière et de grosses bobines de câbles sur les voies. Il ont couvert le mur de la station Bourse d'inscriptions, réclamant la libération de tous les prévenus, l'arrêt des expulsions des immigrés et ont exprimé leur solidarité avec les **"Hooligans du Val-de-Seine"**, les **"Pirates du rail"** interpellés récemment à Rouen. Cette action a été signée **"Ordre Noir"**.

➥ 13.7.1985. « Nos amis crèvent en taule, videz les prisons » écrivent ceux qui ont incendié à Lyon le véhicule du directeur de cabinet du préfet. Le véhicule de fonction d'un colonel de l'armée de l'air est également détruit à Lyon. D'autres bombages : "Nos amis crèvent à St-Paul et à St-Joseph. On a la haine". On comptabilisera une quinzaine d'actions de ce type depuis le 20 juin.

➥ Le 15 juillet à Aurillac, une centaine de voitures du Tour de France sont endommagées par le **"Comité de soutien aux taulards"**.

➥ Le 16 juillet 1985, l'atelier d'un concessionnaire-négrier en rempaillage, connu pour payer les détenus de la maison d'arrêt St-Michel au lance-pierre, est détruit par un incendie à Toulouse. Les murs de l'immeuble seront bombés de diverses inscriptions : "Vive les mutins de Chaumont, Lyon et Fleury", "Comité des quatre de Rouen", action signé par **Los Bandoleros**

➥ Le 19 août, **"Les amis des taulards révoltés"** revendiquent le sabotage des installations de l'imprimerie Rhône Offset Presse à Lyon, en réponse « à la campagne de calomnie menée par toute la presse contre les taulards révoltés ».

➥ 2.1.1986. Le commissariat de Gennevilliers est l'objet d'un attentat, un communiqué est diffusé : « Non à la justice sectaire, non à la justice raciale et bourgeoise. L'explosion du commissariat n'est que symbolique. C'est en représailles à toutes



Toulouse. Berges de la Garonne. Hiver 88.

les injustices dans les prétoires de France. Nos meilleurs vœux à tous les détenus, sans distinction de sexe, de race ou de religion. A tous les amis qui se reconnaîtront, salut ! »

➥ 26.2.1986. Six lignes de métro sont sabotées. Action revendiquée par **"Les travailleurs du négatif"** « pour soutenir les détenus Courtois, Khalki et Thiolet, incarcérés à la suite de leur action au palais de justice de Nantes. Khalki est en grève de la faim depuis deux mois.



De gauche à droite, Georges Courtois, Patrick Thiolet et Abdelkarim Khalki après leur reddition.

Nantes. 20 décembre 1985

➥ 27.4.1986. Autre action extérieure contre une prison. Une voiture contenant 6 grosses bouteilles de butane explose le long d'un mur de la maison d'arrêt St-Michel à Toulouse.

➥ Première semaine du mois de juin, à Chypre, l'ancien directeur de la prison centrale est tué par l'explosion de sa voiture.

➥ 18.7.1987. Des gens se revendiquant de **"Action Directe"** tentent de faire exploser le véhicule d'un maton devant la prison de Montluc à Lyon et diffusent un texte :« Nous frapperons l'Etat et ses domestiques quand, où nous voudrons et nous commençons par une action symbolique contre le système répressif de l'Etat mais nous n'hésiterons pas à frapper plus durement si le régime spécial imposé à nos camarades emprisonnés continue...".

➥ 21.7.1987. Le groupe **Celliah Chandrabose**, du nom du détenu mort des suites d'une grève de la faim à la prison de Fresnes, revendique l'incendie des locaux FO à Rennes : « Non à la mort lente... Rasons toutes les prisons..." écrivent-ils sur les murs des locaux incendiés.

➥ 22.2.1988. C'est l'Institut médico-légal qui est plastiqué. Action revendiquée par **"Solidarité révolutionnaire Internationale".** Les auteurs dans un tract laissé sur place, affirment : « Un Etat trafiquant d'armes, une société qui tire profit de la mort, ne doivent pas d'étonner des réactions au procès d'A.D. Nous ne sommes pas sympathisants d'Action Directe, mais ennemis de l'ordre capitaliste et bureaucratique mondail et de sa logique de mort. Contre cette logique cannibale, à bas la torture de l'isolement, suppression des Q.H.S. ».

➥ 21.3.1988. Des textes émanant du F.N.L.C. sont adressés à plusieurs directeurs de prison afin « d'exiger des améliorations des conditions de détention et le regroupement des 43 nationalistes corses répartis dans 13 lieux de détention... ». « Au cas où il ne serait pas remédié dans les semaines qui viennent à cette situation, nos commandos se verraient obligés d'engager des actions de plus en plus dures contre le personnel de l'administration pénitentiaire... ».

➥ Début juillet 1988, deux matons sont tabassés en descendant d'un bus à Marseille.

➥ 8.7.1988. Une charge explosive fait sauter le véhicule d'un maton de la maison d'arrêt d'Ajaccio.

➥ Dans la nuit du 9 au 10 avril 1989, le portail de la maison d'arrêt de Nîmes est "victime" d'un attentat à l'explosif. Action revendiquée au nom du Comité de défense des commerçants et artisans dont deux membres sont à cette époque incarcérés. Le président de cette association exprimera un démenti.

Les démocrates sont-ils des poètes ?

La lecture des chiffres (extraitts de la revue Actes, les cahiers d'action juridique, printemps 87) ci-joint, où l'on voit depuis 1975 une progression constante de l'incarcération, nous laisse à penser que la construction de nouvelles prisons, annoncée par Chalandon (alors ministre de la Justice) en 1986, était prévue depuis longtemps.

La mise en avant, lors des révoltes de 1985 dans les maisons d'arrêt, par les médias d'une des revendications des détenus concernant la surpopulation et l'intervention démagogique sur différentes antennes de personnalités de droite ou de gauche reconnaissant que les droits de l'homme n'étaient plus respectés dans les prisons, n'est pas le fruit du hasard. Il fallait préparer l'opinion publique (qui dans sa majorité n'est pas contre les prisons) à payer la facture du projet. Il ne s'agissait plus pour nos gouvernants de reconnaître l'échec d'une politique économique et sociale menée depuis des lustres qui conduit à l'incarcération et à la destruction de milliers d'individus, mais plutôt de présenter l'initiative comme une humanisation des camps d'internement.

Le programme, sans précédent, de 13000 places de prison supplémentaires mis en place par les technocrates et approuvé par les démocrates de gauche et de droite, n'est pas seulement français. En Italie, un projet pratiquement identique a été mis en place, partout en Europe, on construit de nouveaux centres d'isolement.

Le tout carcéral, voilà vers quel type de société les démocrates nous mènent. Ces gens-là, Madame, avec leurs discours humanistes, veulent nous faire croire qu'ils sont un obstacle à différents pouvoirs autoritaires alors qu'ils modernisent et inventent des structures pour un meilleur contrôle de la population et la mise à l'isolement d'une fraction d'entre elle.

NE PAS VOIR LA PRISON QUE SOUS L'ASPECT RÉPRESSIF.

En France, hier et encore aujourd'hui, le discours dominant approuvé et repris par la majorité des citoyens est que « le prisonnier et les prisons coûtent cher à la société ». Il est facilement démontrable aujourd'hui que si les prisons coûtent cher au citoyen, elles sont des sources de profit aussi bien pour le gestionnaire qu'est l'Administration pénitentiaire que pour certaines entreprises privées. Deux exemples parmi des dizaines d'autres. L'autorisation des téléviseurs, sous le ministère de Badinter, présentée comme une humanisation des lieux de non-vie est une affaire juteuse pour les marchands car ce sont les prisonniers qui louent (maison d'arrêt) ou achètent (longues peines) les télévisions. Pendant l'hiver 1988, dans l'Ariège, n'a-t-on pas vu des commerçants et divers entrepreneurs appeler et faire des manifestations contre l'abandon d'un projet de construction d'une prison à Prat-Bonrepaux (site prévu par la bande à Chalandon dans le programme des 15000 places et abandonné par celle d'Arpaillange) parce que c'est "un atout économique pour la région" et "facteur de créations d'emplois". Satisfaire le patronat, le profit, faire tourner la machine, voilà la logique économique de nos démocrates qui ont mis en chantier les milliers de places de prisons supplémentaires. Et ce ne sont pas les entreprises qui se partagent la construction des 25 nouvelles prisons et celles qui font travailler les prisonniers pour des cacahuètes qui diront le contraire.

Depuis 10 ans, une augmentation continue.

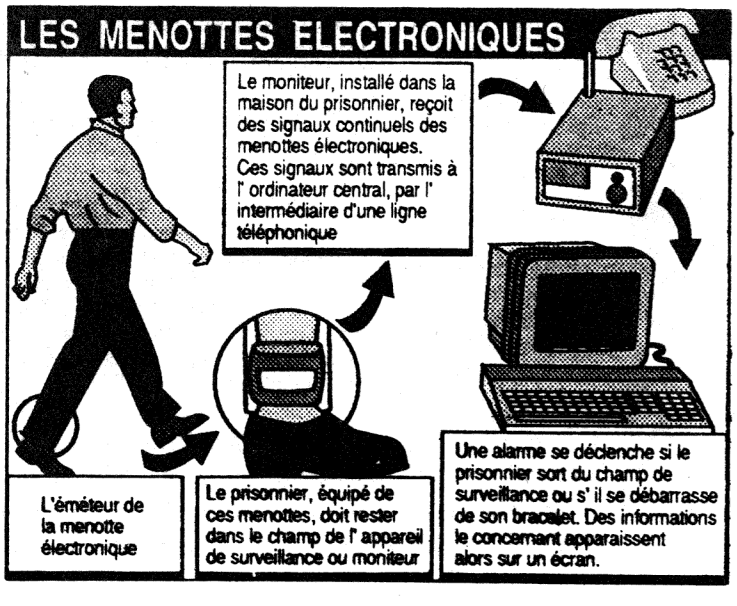
Au milieu du XIXe siècle, les prisons françaises renfermaient plus de détenus qu'aujourd'hui : **51 300** en 1852. Les chiffres baissent de moitié jusqu'à la fin du siècle. Le minimum historique est atteint en 1937-1938 avec **17 000** détenus.

Record en sens inverse quelques années plus tard, avec la répression des faits de collaboration : **62 033** en 1946.

Les chiffres baissent à nouveau en 1956 : **19 540**, puis remontent jusqu'en 1968 : **34 083**. Nouvelle baisse jusqu'en 1975, où les chiffres se stabilisent autour de **27 000** détenus.

C'est à partir de 1975 que l'on assiste à une croissance continue du nombre des détenus. Depuis 1982, le rythme de l'inflation carcérale est de l'ordre de 4 000 détenus de plus par an :

— 1er janvier 1982 : 30 340
— 1er janvier 1983 : 35 479
— 1er janvier 1984 : 38 634
— 1er janvier 1985 : 42 937
— 1er janvier 1986 : 42 617
— 1er janvier 1987 : 47 698



LE BOULET ELECTRONIQUE POUR DEGARNIR LES PRISONS

Au lieu d'envoyer les détenus en détention préventive, les juges pourront désormais leur imposer le port d'un bracelet électronique relié à un ordinateur permettant de les suivre. Commencée à Nottingham (Angleterre), l'expérience soulève l'hostilité du monde pénitentiaire. (LIBE.16/8/89).

Après 1789... 1989

14 JUILLET 1989. Le fameux bicentenaire où sous les cotillons, les démocrates et les humanistes embastilleurs commémorent un assaut contre une prison sans effleurer le moins du monde le message que nous renvoie l'histoire à chaque instant : Il n'y a de liberté que dans un monde sans prisons. Derrière les murs, les 50 000 prisonniers constituant le peuple des 190 bastilles françaises ont écouté, écœurés, les donneurs de leçon en droits de l'homme, ceux-là mêmes qui ne leur ont jamais cédé le moindre droit ni laissé entrevoir la persepctive de vivre en tant qu'être humain.

➲ Lors de cette nuit du 13 au 14 juillet « des incendiaires ont tenté de brûler une nouvelle fois la Bastille », titre Sud-Ouest. Le portail de la Direction régionale de l'administration pénitentiaire à Bordeaux est incendié. Dans un tract diffusé, les auteurs de cette action écrivent : Revendiquons action contre direction des bastilles en Gironde. Dénonçons politique d'internement et d'extermination des rebelles sociaux. 55000 otages dans les cachots français. Les flics, les matons nous tuent, les juges nous enterrent. DUMEZ, FOUGEROLLE, G.T.M. s'engraissent en construisant 25 nouveaux camps de concentration. Pas de bicentenaire. La lutte continue. Solidarité avec tous les détenus ». Ce tract est signé de trois noms de détenus morts en prison, très probablement assassinés par des matons : **MIRVAL, ONNO, SULAK.** Patrick MIRVAL est ressorti mort de l'ascenseur qui le conduisait au mitard de la prison de Fleury-Mérogis le 22 février 1974. Les matons qui l'accompagnaient avaient dit alors qu'il avait eu une "crise nerveuse"... Georges ONNO est retrouvé mort dans le mitard de la maison d'arrêt de Nantes le 2 mai 1981? juste après une tentative d'évasion. Poitrine enfoncée, des marques dans le dos, des hématomes sur tout le corps, l'enquête conclut à un suicide... Au mois de mars 1985, Bruno SULAK est retrouvé mort au pied d'un mur de Fleury-Mérogis après une tentative d'évasion. Corps meurtri, un maton se vante de l'avoir tabassé à coups de barre de fer, les démocrates sont rassurés, les murs ça ne parlent jamais... pas plus que les morts...

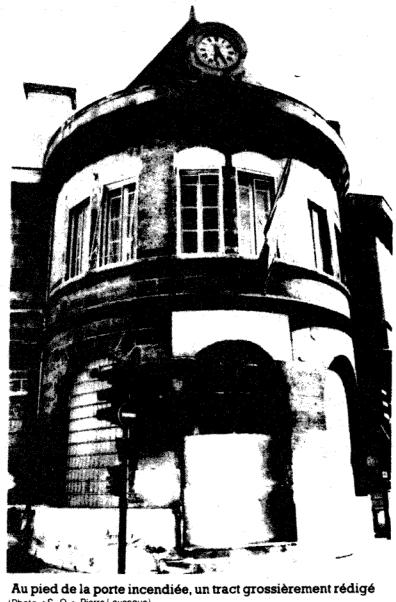
➲ Le 14.7.1989 à Paris, 18 h, les **Sans-Cravates** qui se sont créés en novembre 1988, autour d'un appel pour une campagne nationale contre le bicentenaire officiel et pour réactualiser l'idée de la révolution, appelaient à un « bal-manifestation » qui s'est terminé à la prison de la Santé. Le texte de l'affiche était le suivant : « Dans les bastilles modernes, des milliers d'individus refusent d'être broyés par le chantage et la répression. Aujourd'hui, les prisonniers veulent faire reculer la prison. Brisons les murs du silence ! Le 14 juillet nous serons dans la rue contre le bicentenaire des privilégiés de la planète. Avec les millions d'exclus que cette société produit ». Suite à cette manifestation Denfert-Rochereau—Santé, ci-joint le communiqué de presse des Sans-Cravates :

Le Comité des Sans-Cravates a fêté le bicentenaire à sa manière. Pour nous, le 14 juillet 1789, une prison a été prise, et les prisons restent le symbole le plus criant de cette société qui exclut et enferme massivementg.
Nous avons annoncé depuis plusieurs mois que cette journée serait une journée d'action sur les prisons. Une manifestation de 400 personnes a été jusqu'aux portes de la Santé, y occasionnant quelques dégats. Cette manifestation a fait connaître les principales revendications des prisonniers apparues à l'occasion des différentes révoltes. Des slogans à propos de la grève de la faim d'Action Directe ont été lancés. La communication a pu s'établir entre les prisonniers et les manifestants.
Les interpellations ont ensuite été très nombreuses, les flics ratissant large y compris chez les badauds. Les interpellés ont été relâchés, ça faisait désordre dans le cadre d'un "bicentenaire" se glorifiant de l'avènement de la démocratie idéale.
Les Sans-Cravates, sans logement, sans travail, sans droits referont parler d'eux... ».

Paris, le 16 juillet 1989,
Comité des Sans-Cravates

BORDEAUX

Des incendiaires s'en prennent à la direction des Bastilles



Au pied de la porte incendiée, un tract grossièrement rédigé
(Photo « S.-O. », Pierre Lavesque)

Sud-Ouest. 15 juillet 1989

➲ Nuit du 14 au 15 juillet, vers 23 h 45, une charge explosive fait tomber une grue sur un bâtiment du centre de détention de Tarascon (Bouches-du-Rhône) actuellement en chantier. Une action similaire visera la future centrale d'Arles, elle-même en chantier. Ces deux actions sont revendiquées au nom des **"Enfants du Père Duchesne"** en « solidarité avec les rebelles du monde entier » car un « monde sans Bastille reste à construire » Voir articles de presse ci-joint.

➲ Nuit du 14 au 15 juillet, entre 4 h et 5 h du matin, un sabotage à l'explosif a endommagé un bâtiment du futur centre péniten-

Attentat

LE CHANTIER D'UN CENTRE PÉNITENTIAIRE VISÉ

Deux charges explosives ont endommagé le centre pénitentiaire, actuellement en construction, de Neuvic en Dordogne, dans la nuit de samedi à dimanche. Les charges, vraisemblablement du plastic, ont été posées l'une au pied d'un escalier qui a été complètement détruit, l'autre dans un couloir, sous une dalle de béton armé qui a été soulevée sur une longueur de plus de 20 m. Les travaux de construction du centre de détention de Neuvic avaient été visités par M. Pierre Arpaillange, Garde des sceaux, la semaine dernière. Les deux actions n'ont pas été revendiquées.

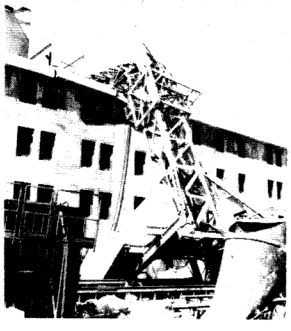
Le Journal de Toulouse. 18.7.1989

tiaire en construction, à Neuvic (Dordogne). D'après Libération du 18.7 ces trois dernières actions ont été revendiquées par **"Les Enfants du Père Duchesne"**.

"Le Père Duchesne" est le titre d'un journal qui paraissait en 1789 jusqu'au moins 1792 après... Son principal animateur était Jacques Hébert qui fut guillotiné en 1794. J.-F. Villar, qui publie une plaquette — "La grande ronde du Père Duchesne rue Saint-Antoine", éditions Epigramme. 84 F — sur la nuit du massacre à la prison de la Force en septembre 1792 (la première Terreur), parle d'Hébert dans son libre et le présente « comme un grand piéton de Paris, un arpenteur de l'émeute. Il flaire la rue, en capte toutes les rumeurs, les moindres vibrations... Son langage qu'on dit violent et vulgaire (des "foutres" en permanence), c'est celui des faubourgs et de la sans-culotterie. C'est un journaliste engagé, truculent ».

Tarascon

Attentat contre la prison en construction



Une charge explosive a été placée au pied de la grue du chantier. Attentat similaire contre la nouvelle prison d'Arles.

Les deux actions ont été revendiquées au nom des "Enfants du père Duchesne", un mouvement inspiré des révolutionnaires qui réclame "la fin de toutes les Bastilles"

Photo Michel Pisano

L'ARTICLE D'ALBERT LUGASSY EN PAGE 14

Le Provençal. 16 juillet 1989

➲ Dans la nuit du 23 au 24 juillet, une charge explosive détruit le transformateur électrique qui alimente le chantier de la future maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelonne près de Montpellier. L'opération est revendiquée au nom de **"l'Enragé"**. « Malheureusement, certaines bastilles sont encore en place », peut-on lire dans un communiqué diffusé. « Il nous reste donc à les détruire. Ce soir, par un acte symbolique, nous avons voulu mettre un coup d'arrêt à la construction de la maison d'arrêt de Villeneuve car il est inacceptable qu'en 1989 continuent encore d'exister les mesures d'isolement, les quartiers de haute sécurité et toutes les mesures de répression contre les prisonniers. Il est donc évident que face à la détermination du pouvoir en place de continuer de mettre en place ces mesures de répression, nous continuerons, nous, de notre côté, à porter des coups chaque fois que nous le pourrons... ».

NOUS AVONS REÇU

■ EN PROVENANCE DE LYON ■

• Du **Comité des Sans-Cravates** — 44, rue du Burdeau 69001 Lyon :

— Un texte "Débastillons la planète" (mai 89), et le n° 3 de "Yark-Yark, le cri du peuple", journal mural sur le thème de la prison.

■ EN PROVENANCE DE PARIS ■

• De l'**A.P.A.D**. (Association de Parents et Ami(e)s de Détenu(e)s :

— Un communiqué de protestation suite aux déclarations de l'U.F.A.P. et du S.N.A.P.P., syndicats du personnel de l'administration pénitentiaire, parues dans Libération du 18.7.89. A savoir « des détenus sont manipulés de l'extérieur par des groupuscules extrémistes » et qui « exige que des enquêtes soient menées et que les agissements de ces groupuscules soient réduits à néant ».

— Deux textes, l'un "Liberté d'expression et de communication. Pour qui ? Où ?" qui s'inscrit dans la campagne pour l'abolition de la censure des livres, de la presse et du courrier en prison. L'autre "Solidarité aux détenus en lutte" et différents documents ainsi que le livret d'information n° 1 signé par la "Coordination des détenus de Poissy".

• De la **C.P.R**. (Commission Prison Répression) :

— "La lettre de Cavales", édité par la C.P.R. (sept. 89). Informations sous forme de brèves sur des procès, grèves de la faim et événements dans les prisons.

— Une brochure "La Prison en accusation". Procès des mutins de Clairvaux. Octobre 89. Sur la centrale de Clairvaux et les événements qui se sont déroulés à l'intérieur.

— La C.P.R. signale qu'elle vient d'éditer une brochure retraçant l'essentiel de la campagne menée en juin et juillet 89 en soutien aux luttes des détenus et sur le thème "Les prisonniers ont raison de se révolter" (revue de presse, documents divers, photos, communiqués... disponible au prix de 12 F + frais d'envoi.

• D'une nouvelle association, la **C.O.P.E.L. (E)** (Commission pour l'Organisation des Prisonniers En Lutte (Extérieur) qui se présente ainsi :

— « La Commission pour l'organisation des prisonniers en lutte (COPEL) est un organisme composé d'ex-détenu(e)s, hommes et femmes considéré(e)s durant leur incarcération comme prisonniers de "droit commun" ou bien comme prisonniers "politiques", venu(e)s des centrales ou des maisons d'arrêt. La COPEL se fixe pour tâche, en étroite et nécessaire liaison avec les prisonniers et prisonnières les plus conscients qui combattent à l'intérieur des geôles françaises, de contribuer à l'auto-organisation du mouvement de lutte carcéral par la constitution et la multiplication de comités de lutte. En ce sens, la COPEL travaille à l'unification de ce **mouvement des comités de lutte** sur une plate-forme nationale qui reprend les principales exigences affirmées dans les luttes des cinq dernières années : • Fermeture des quartiers d'isolement • Abolition du prétoire et du mitard • Suppression du statut de Dps, un statut unique pour tous • Amnistie pour les mutins de Besançon, Ensisheim et Poissy • Le SMIG pour tous les travailleurs.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

adresses utiles

— **A.P.A.D.** • 29, rue Stephenson 75018 Paris. Tél. 42.52.44.82. Permanence le samedi de 17 h à 20 h.
— **Comité Justice-Prison** • 67, bd Beaumarchais 92 Gennevilliers.
— **C.P.R.** • BP 163. 75463 Paris cedex 10. Tél. 42.46.59.30.
— **C.A.I.C.** • Comité pour l'abolition de l'isolement carcéral. 29, rue Stephenson 75018 Paris.
— **C.O.P.E.L.** • c/o Annie Livrozet. BP 519. 75067 Paris cedex 02.

émissions de radio

— **"Parloir libre"** sur Radio Lucrèce (Paris) 106,7 FM. Le dimanche 19 h à 20 h. Tél. 44.24.08.04. (même adresse que l'A.P.A.D.).

— **"Ras les murs"** sur Radio Libertaire (Paris) 89,4 FM. Un mercredi sur deux de 21 h 30 à 23 h.

— **"Prisons"** sur "La Clé des Ondes" (Bordeaux) 95,3 FM. Emet depuis plus d'un an un jeudi sur deux de 21 h à 22 h 30. 206, cours du Médoc 33000 Bordeaux.

— **"Collectif Pirates"** sur Canal Sud (Toulouse) 92,6 FM. Pour une information et une réflexion alternatives sur les taules et l'enfermement. Tous les 15 jours, le jeudi de 22 à 23 h (compte rendu des luttes dans les prisons, revues de presse alternative...), rediffusée le lundi à partir de 10 h 30. 40, rue Alfred-Duméril 31400 Toulouse.

1989... ça continue !

Une initiative : le 27 juin 1989, à Nanterre, banlieue de la région parisienne, occupation du chantier de la nouvelle prison. L'action rassemblait le Comité pour l'Abolition de l'Isolement Carcéral, la Commission Justice-Prison de l'A.S.T.I. de Gennevilliers et l'Associations de Parents et d'Ami(e)s de Détenu(e)s. Ci joint, un témoignage et la reproduction du texte diffusé sur place.

« Vers 5 h du matin, deux grues sur les trois du chantier ont été occupées par 6 militants, les autres effectuant le soutien sur le chantier avec une banderole. Vers 7 h la police chargeait tous bâtons dehors pour attraper la banderole, ils attrapèrent quelques personnes relâchées plus tard, le soutien s'effectuait ensuite devant le chantier où environ 30 personnes se sont relayées dans la journée pour tenir la banderole et distribuer les tracts en dépit de la pluie qui a compromis notre volonté de toucher les étudiants et autres qui d'ordinaire se trouvent en grand nombre dans le coin.

Le fait à retenir est que l'A.F.P. (suite à la charge) a passé la dépêche qui devait limiter considérablement les visites que nous ont faites les journalistes; en effet le correspondant de Nanterre AFP s'est contenté pour vérifier l'info sur l'occupation — selon toute évidence, à la lecture de La Dépêche et suite à notre petite enquête) — de téléphoner au commissariat où on lui a dit qu'effectivement des grues avaient été occupées mais que la police avait dispersé tout le monde dans le calme, donc qu'il n'y avait plus rien dès 7 h 40 alors que l'occupation a duré jusqu'à 19 h environ. Les télés, radios et journaux ont donc suivi l'événement sur la base de la dépêche, ce qui fait que les camarades sur les grues ont pu entendre à la radio que l'occupation était terminée et que les journalistes de la presse écrite ne se sont pas déplacés, exception faite de la presse régionale. Malgré nos coups de fil aux rédactions pour rectifier, cela a causé un tort indiscutable, d'autant que certaines personnes qui avaient décidé de venir en soutien ne sont pas venues après avoir entendu cette info diffusée par l'AFP. A part ça, les pompiers sont intervenus, ainsi que le GIGN, sans effet si ce n'est une banderole d'une des grues arrachée ».

A.P.A.D.

NON A LA REPRESSION NON A LA CONSTRUCTION DE NOUVELLES PRISONS NON A LA DIFFERENCIATION



Aujourd'hui, si nous occupons le chantier de la prison de Nanterre, c'est pour lutter contre la politique de gestion de la délinquance par les gouvernements qu'ils soient de droite ou de gauche (projet de 15 000 places supplémentaires sous le gouvernement Chirac devenu 13 000 sous celui de Rocard).

Pour nous, la délinquance est le produit de la politique d'exclusion des richesses économiques et sociales d'une couche toujours plus large des populations prolétaires. Ce n'est donc pas en construisant plus de prisons que la délinquance disparaîtra mais par un changement radical de la société. Les 13 000 places supplémentaires sont, nous dit-on, faites pour résoudre la surpopulation. Mensonge ! Il y a quelques années, l'Etat construisait Fleury-Mérogis pour déjà désengorger la Santé et Fresnes. Résultat : les anciennes prisons sont surpeuplées et Fleury aussi.

Dans sa politique de toujours plus de profit, la classe dirigeante, en France comme en Europe, et pour mieux sauvegarder ses intérêts, continue d'exclure toujours plus et de réprimer par l'enfermement. Dans cette stratégie de répression , le choix géographique des emplacements de nouvelles prisons a 2 objectifs :

– une volonté d'imposer, dans les banlieues des grandes villes, au cœur des cités prolétaires telles que Nanterre, un quadrillage plus important de ces quartiers par un contrôle policier omniprésent et une gestion directe de la "petite délinquance" sur le quartier;

– favoriser, en province dans des trous perdus, la déportation des détenu(e)s en les coupant toujours plus de leurs proches et du reste de la société.

D'autre part, face aux nombreux mouvements dans les prisons depuis quelques années et à la volonté des détenu(e)s de s'organiser, la multiplicité de petites unités d'incarcération devrait permettre une répression plus efficace (plus aisée sur une prison de 500 détenu(e)s que sur une de 5 000 comme à Fleury).

Pour parfaire la répression, dissuader et anéantir toutes tentatives d'organisation et de révolte, l'administration pénitentiaire divise les détenu(e)s par des régimes différenciés (quartier toxico, quartier étrangers, quartier d'isolement). L'isolement étant le stade de répression le plus aigu.

Vous, ouvriers de ce chantier (cette occupation n'est pas dirigée contre vous) qui vivez dans les cités et qui connaissez la réalité de la crise, ces murs que vous construisez seront peut-être les murs qui vous enfermeront et surtout ceux qui enfermeront vos enfants.

Nous, A.P.A.D., avec les détenus en lutte, exigeons la fermeture des quartiers d'isolement et refusons la construction de nouvelles prisons.

A.P.A.D.

– 29, RUE STEPHENSON 75018 PARIS.
TÉL. 42.52.44.82.

PERMANENCE SAMEDI DE 17 À 20 H ET SUR RADIO-LUCRECE "PARLOIR LIBRE" LE DIMANCHE DE 19 À 21 H. 106;7 MHZ



Comité pour l'Abolition de l'Isolement Carceral
29 rue Stephenson 75018 PARIS
(permanence le samedi de 15 a 17H)

Autocollant à commander au C.A.I.C.

imp spe apad.

STOP GOLFECH

LA RÉVOLTE DE GOLFECH

Cet appel n'est pas de Gilles Perrault. Il émane d'un groupe d'indépendants qui dit non au nucléaire en général et à Golfech en priorité.

Engagés dans la même lutte que les braves du Collectif Paix qui prirent d'assaut une tour de refroidissement le 10 juin 1989, nous avons en soutien et prolongement occupé le site de la centrale pendant 11 jours.

Ils seraient bien restés là-haut s'ils avaient eu de l'eau, et nous-mêmes étions décidés à tenir le siège jusqu'à l'obtention des revendications : l'abandon de Golfech et la vérité nucléaire librement diffusée.

Le combat était non violent, la manipulation, psychologique. E.D.F. falsifiait tous les événements, isolant les uns, affolant les autres, flattant les vulnérables, diverses tendances d'anciens convaincus se disputaient le pouvoir tout en réclamant la transparence de la pollution.

Attendant toujours le soutien des associations, l'occupation prend fin le 21 juin à 6 h du matin quand la gendarmerie, surveillée par le nœud papillon du sous-préfet, nous expulse, après qu'un envoyé de l'ennemi ait tiré sur un occupant.

Notre motivation intacte, un mois plus tard, on s'enchaîne en travers de la route du Tour de France.

Certains nous invitent aujourd'hui loin de Golfech pour assister à colloques et concerts, étouffant ainsi la révolte populaire, et oubliant la décision prise ensemble le 14 juin de mettre toutes nos forces dans un rassemblement à Golfech — ultime action pour empêcher le chargement de la centrale le mois prochain.

Face à l'intransigeante volonté du pouvoir d'imposer la centrale de Golfech, il est dérisoire de ne compter que sur la diffusion médiatique ou sur le nombre de signatures récoltées dans une pétition.

C'est au pied de la centrale qu'on peut en mesurer l'énormité. Il faut défier ces murailles en face pour exprimer notre refus total et populaire du nucléaire dont personne n'a jamais voulu.

Il est possible de terrasser ce monstre. Allons tous à Golfech retrouver notre énergie créatrice et occuper ou soutenir l'occupation.

Loin de vouloir diviser, cet appel tente de répondre à la demande la plus accessible pour nous : obtenir le non-démarrage de la centrale de Golfech. Nous ne tiendrons pas rigueur aux absents, comprenant qu'ils seront bien occupés tout le week-end afin d'obtenir l'arrêt immédiat de Creys-Malville et de La Hague. Nous restons, bien entendu, solidaires de toutes ces actions.

Rendez-vous, vous êtes concernés.

Tous à Golfech ! Et pas de quartier pour les tranches !

Golfech, octobre 1989.
Des indépendants

DES PRUNEAUX DANS LE CONSENSUS

Le nuage de Tchernobyl, ignorant les frontières et les idéologies, a brutalement rappelé à tout un chacun le peu de poids d'une destinée humaine lorsqu'elle se trouve entièrement livrée aux aléas d'une catastrophe nucléaire dont la probabilité est rigoureusement calculée et dont le taux de becquerels admissibles par habitant est minutieusement quantifié. Depuis le spectre d'un autre cataclysme de cette nature pèse suffisement lourd, pour qu'un certain nombre de pays cessent ou ralentissent momentanément leur activité nucléaire de manière à éliminer toutes possibilités de cristalisation de mouvement contestataire.

L'Etat français, quant à lui, a profité de la défaite du front antinucléaire et du pessimisme ambiant pour conforter sa position de premier pourvoyeur d'énergie nucléaire de l'Europe. La construction d'une Nième centrale à Golfech en dépit des difficultés techniques de fonctionnement, du doute des populations que l'on n'a jamais consultées, du mensonge électoral, montre assez bien la détermination de l'Etat à nous imposer sa nucléarisation du territoire. Envers et contre tous.

Si les écolos faisaient sourire il y a dix ans comme Régis Sauvanet nous fait le plaisir de le rappeler (Réalités de l'écologie N°4), aujourd'hui, la notoriété qu'ils cherchent à acquérir en utilisant les moyens les plus immondes du racket électoral nous donne la nausée. Comment peut-on prétendre stopper le programme nucléaire français sans remettre en question le système économique qui l'a généré et les rapports sociaux dont il se nourrit?

-Est-ce que les députés écolos remettent en cause l'organisation sociale et économique de notre société?

NON

-Est-ce que les députés européens écolos veulent réellement en finir avec le nucléaire?

Certainement pas.

Participer auprès de l'Etat à la gestion du nucléaire fonde leur unique projet. Les moyens qu'ils proposent sont; plus de lois, plus de flics, plus de bureaucratie. En tant que spécialistes, ils sont les garants auprès de l'Etat qu'aucune critique ne débordera jamais du cadre institutionnel.

En ce qui nous concerne, nous ne participerons ni au consensus, ni à la confusion. Nous nous battons contre le nucléaire pour ce qu'il est: le lieu de confluence de toutes les aberrations qui nous aliénent.

Agen le 7/10/89.

Collectif pour en finir avec la confusion

appel

Jamais dans son histoire, l'humanité n'a été confrontée à un choix aussi décisif. Il engage l'avenir, l'existence de nos enfants, le destin des générations futures. Il met en cause la vie sur la planète. Plus qu'aucun autre, il est aussi choix de société.

Le nucléaire est un pari sur la mort. Les preuves s'accumulent d'une nocivité que ses zélateurs ne soupçonnaient pas. Ils se sont trompés et nous ont trompés. Des pollutions sont aujourd'hui patentes qui n'étaient même pas envisagées voici dix ans. Elles sont le fait de rejets se situant à l'intérieur des normes autorisées mais entraînent des concentrations de radioactivité dangereuses pour les siècles à venir. Le désastre de Tchernobyl, dont les conséquences dans l'espace et le temps ne cessent de s'aggraver, a consumé dans son feu nucléaire les ultimes illusions. Le glas de Tchernobyl continue de sonner pour l'Europe entière.

Un autre choix est possible. Le nucléaire n'est pas une fatalité. Nous devons aller plus loin et plus vite dans les économies d'énergie. Nous pouvons exploiter les ressources considérables d'énergies en symbiose avec la nature. **C'est le choix de la vie.**

D'autres pays européens l'ont compris. Ils ont stoppé ou au moins freiné leurs programmes nucléaires. La France, au contraire, persiste plus que jamais à miser sa politique énergétique sur le tout-nucléaire. Déjà suréquipée, écrasée sous le coût d'investissements extravagants, elle a décidé que le marché unique de 1993 serait l'issue de secours à sa folle fuite en avant. Au commerce des armes, la nation qui prétend incarner les Droits de l'Homme ajoutera à partir de 1993 la fourniture d'électricité nucléaire à toute l'Europe.

Il faut lutter pour reconquérir la maîtrise de notre destin. Nous sommes dans ce moment historique sans précédent où les vivants tiennent dans leurs mains l'avenir même de l'humanité.

Nous en appelons aux peuples d'Europe. Nos destins sont liés car la radioactivité ignore les frontières. Une France transformée en centrale nucléaire européenne, c'est un danger pour toute l'Europe. Seule une mobilisation générale à l'échelle du continent est à la mesure de l'enjeu. Tous ensemble, nous pouvons et devons faire triompher la vie.
De nombreux pays européens se sont lancés massivement dans le désengagement nucélaire. La France deviendra-t-elle la centrale nucléaire de l'Europe ?

Nous demandons :

- **Le NON-démarrage de la centrale nucléaire de GOLFECH et l'abandon de tout chantier et projet de nouveau réacteur.**
- **L'ARRET immédiat du surgénérateur de CREYS-MALVILLE et du centre de retraitement de LA HAGUE dont l'utilisation à des fins militaires n'est plus à démontrer.**
- **L'ABANDON progressif et rapide des réacteurs déjà en fonctionnement et leur remplacement par des énergies renouvelables et non polluantes.**



MANIFESTATION le mercredi 8 nov 89 *17h30 A TOULOUSE place du Capitole
a l,occasion du débat parlementaire sur l'énergie nucléaire;
MANIFESTATION LE SAMEDI 25 nov 89 lieu a préciser
a l'occation du chargement du réacteur
Organisateurs: Sopt Golfech:69 avenue de l'URSS 31000 Réunion Lundis 20h30
Sopt Golfech= Coordination Antinucléaire Régionale.

GOLFECH

La mise en route de la centrale est prévue dans les quelques mois à venir. L'Association **Vivre sans le danger nucléaire** de Golfech et la coordination régionale **Stop Golfech** ont lancé un appel européen pour un DÉSENGAGEMENT NUCLÉAIRE. Ils ont appelé à un rassemblement-manifestation les 7 et 8 octobre 89 à Agen. Il y a eu jusqu'à 4000 participants selon les sources. Il semble qu'il y ait eu quand même quelques désaccords entre les gens, tout au moins sur le lieu du rassemblement prévu ultérieurement, puisqu'il y a eu deux manifestations, l'une à Golfech (300 personnes) et l'autre à Agen (2000 personnes).
Nous reproduisons ici l'appel européen pour un désengagement nucléaire et deux textes distribués sur place.

A NOTER

4 parutions :

- Le bulletin du réseau pour un avenir sans nucléaire (**Pour l'Alternative** N° 19), principalement de l'info antinucléaire. Adresse : 19, rue Titon 75011 Paris.
- **Des fissures dans le consensus n° 3.** Nucléaire et servitude. Edité par le comité **"Irradiés de tous les pays, unissons-nous !"**. Editorial : - Chronique des mœurs nucléaristes : Si Superphénix nous prête vie; Faibles doses, grands mensonges; Ils nous ont menti. - Chronique des mœurs écologistes : Les valets de l'apocalypse; La sagesse écologique à l'œuvre. - Chronique d'une mort annoncée : Tchernobyl; Three Miles Island; Déchets nucléaires. - Des humains qui ne se résignent pas à mourir : Nouvelles de loin; Nouvelles d'ici. - Rassemblement du 23 mars - Malville - Nogent - Despotisme éclairé - Correspondances. (Paris, printemps 1989. N° 3. Comité "Irradiés de tous les pays, unissons-nous !". BP 3. 93301 Aubervilliers cedex. 30 F). - Griefs et doléances d'irradiés parisiens. Textes à propos du bicentenaire, même adresse.
- **Alerte. Ce monde nous tue.** Réagissons. Texte par et pour un combat universel. Adresse : **Y. Galopin.** Poste restante. Versailles RP 78000 Versailles.
- Le N° 4 des **Réalités de l'écologie.** Information sur la région de Golfech. Adresse : **Radiod'Oc.** BP 28. 82200 Moissac.

Gijou

Gijou ? Une rivière qui, depuis les monts de La Caune, vers 800 m d'altitude, enfle sur près de 40 km pour aller, en aval de Vabre (à moins de 400 m d'alt.), redynamiser Agout, sa grande sœur (affluent de Tarn puis de Garonne) que quelques barrages hydroélectriques ont rendue moribonde. Gijou, rivière de première catégorie piscicole, eau vive de bonne qualité.

Vallée du Gijou ? En Occitanie, une entité du Haut-Languedoc, encore sauvage, une vallée verte... Les roches cristallines qui l'enchâssent, n'ont jamais permis d'agriculture "performante" : fougère et genêt, résineux et "bartàs" trahissent la capitulation de certains jardiniers de cet espace difficile, preuve que notre époque a "sa" prospérité ! Routes sinueuses pour y accéder, hivers rigoureux en ont fait une école d'endurance mais aussi, et de tous temps, une **vallée-refuge** : pour les Cathares, les Huguenots, les Maquisards, pour tous les marginalisés de la société du moment, pour les résistants de toutes époques....

Aujourd'hui, la nouvelle résistance a pour nom "VALLÉE DU GIJOU", association née en février 1988, forte de plus de 250 membres (essentiellement propriétaires-riverains et utilisateurs de la vallée) qui s'opposent au projet de barrage hydraulique de 72 millions de m^3, qui noierait 12 km de vallée, 281 hectares, 70 habitations, une église, des cimetières répartis en 5 hameaux et toucherait 20 exploitations agricoles, une pisciculture, des microcentrales (pour ne parler que de "l'estimable"...).

Comme toujours, le peuple concerné fut tenu d'abord dans l'ignorance du projet, puis trompé après que "quelques bédouins" (dixit un élu départemental) aient osé s'informer, dire NIN et agir sur le terrain pour retarder la poursuite de l'étude de faisabilité (commanditée par le Conseil général du Tarn, en 87) qui ne s'acheva que le 13 décembre 88, avec l'appui des forces de "l'ordre" (300 gendarmes mobiles, hélico...).

Depuis, l'association dut digérer plusieurs problèmes :

— apprentissage de la vie associative, maintien de la cohésion du groupe (hétérogène d'âge et de sensibilité politique, religieuse, culturelle, sociale) face aux tentatives d'affaiblissement (chaque ambitieux politique essayant de récupérer les "siens");

— élargissement de l'action avec formation technique et juridique et soutien à d'autres résistances du même type (plus de 70 barrages sont projetés en France !);

— adaptation au nouveau champ d'action imposé par les décideurs et complices du projet qui, après confiscation des médias, mènent une campagne intensive d'intoxication et d'interventions tous azimuths (tant auprès des instances politiques supérieures et européennes pour le financement que des collectivités locales, des agences de l'eau, d'organismes agricoles pour un appui).

Lutte inégale, intense. Pourquoi tant d'acharnement à imposer un projet si meurtrier ?

— pour améliorer la qualité de l'eau (sic !);

— pour soutenir le débit d'étiage de Garonne (Garonne vivante ?) et... envisager plus sereinement la seconde tranche de la centrale nucléaire de Golfech;

— pour "dépolluer" (re-sic !) Agout;

— pour poursuivre la politique d'irrigation, à tout-va, en plaine, sans souci du gaspillage d'eau, ni de la surproduction, pour le bonheur des marchands de pompes, de nitrates et le profit des banques... et des "branchés" de la dépollution.

Certes, le marché paraît juteux et certains élus espèrent profiter de la manne : mais devons-nous lutter sur ce terrain avec nos arguments ou bien vivre un nouveau Larzac ?

Nous savions que l'eau était un trésor à respecter mais elle est désormais enjeu, convoitée. Difficile, en tous cas, de ne pas croire au mirage dans le désert, tout comme à celui des grandes réserves d'eau et de l'irrigation lorsqu'on subit de plein fouet la sécheresse et qu'on angoisse face à l'horizon 92, ou encore à celui des emplois que créerait le barrage quand on est au chômage (Vabre a perdu sa voie ferrée, son collège, ses usines textiles...).

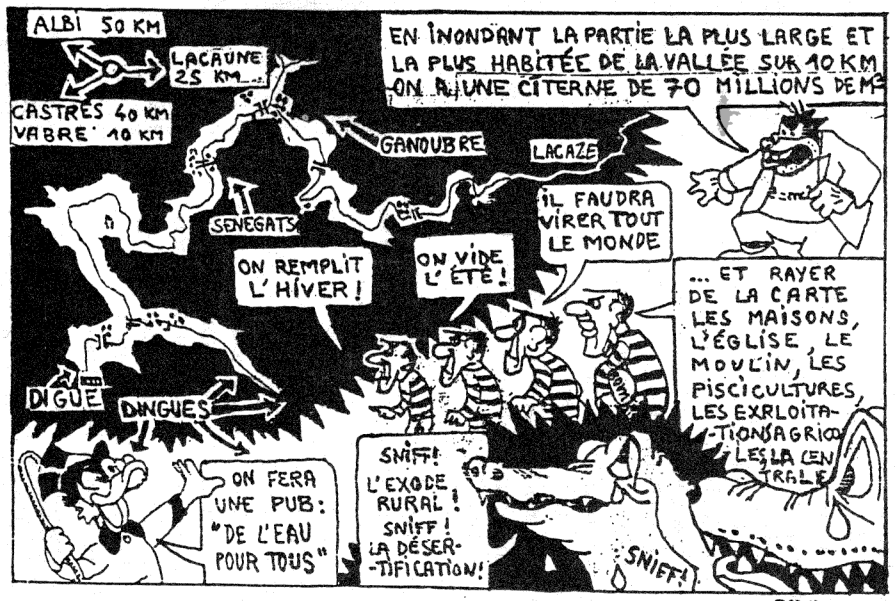
Quant à la chasse d'eau pour "dépolluer"; facile, non ? La vision à long terme n'est pas naturelle : elle exige esprit critique et d'analyse, des différences pour stimuli, et son apprentissage est étouffé dès l'école. Peut-être le brin de route commune entre "verts" et représentants des cultures minorisées, en France, n'est-il pas un hasard... Certes, nous sommes "le pays des Droits de l'Homme" : il suffit de s'en persuader ! De nos jours, ne suffit-il pas de dire (haut et fort) pour être ? Certains l'ont compris qui ont confisqué les outils du dire (presse écrite quotidienne, radio, TV...) : heureusement, il reste des associations, des syndicats... libres (donc minoritaires) pour nous permettre l'expression, soyez-en remerciés ! Si le rêve était permis, je dirais : « Nous gagnerons, parce que nous sommes les moins forts ». En attendant, la réalité nous oblige à solliciter des gens de bonne volonté, un soutien pour continuer notre lutte et la faire connaître.

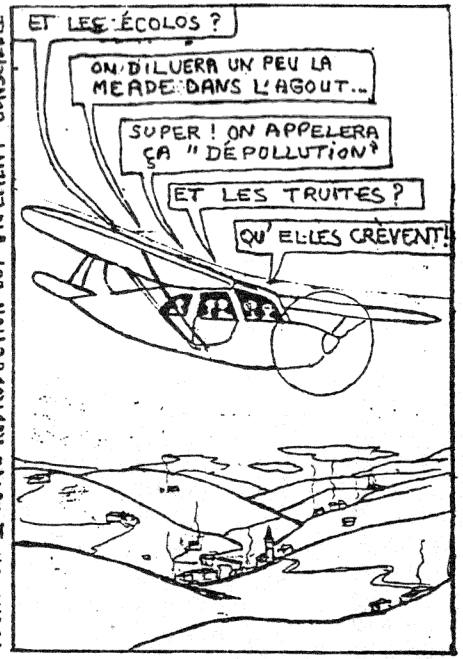
"Vallée du Gijou"
Ganoubre
LA CASE 81330 VABRE

MAIN BASSE SUR LA VALLÉE DU GIJOU





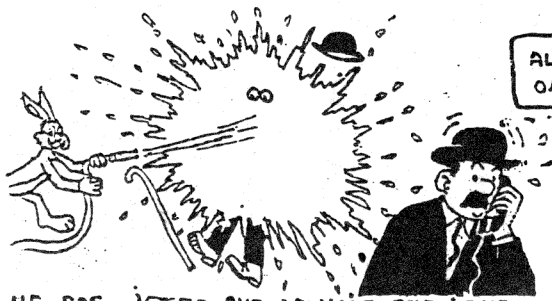












"VALLÉE DU GIJOU"
Ganoubre . Lacaze
81330 . VABRE

a suivre...

IMAIMERIE SPECIALE DE L'ASSOCIATION _ TOUTE REPRODUCTION EST VIVEMENT CONSEILLÉE

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

Les Beatles sont-ils solubles dans le jazz ?

Bon, redisons-le puisqu'il faut le redire : le jazz, c'est pas seulement des guitaristes ennuyeux et supersoniques, pas seulement des sax très cultivés et encore plus rapides que ça. Il y a eu, il y a encore (moins) des iconoclastes qui pensent que le jazz est une musique universelle, une "façon", une manière, un point de vue. Des gens qui pensent que le jazz, comme l'acide (chlorydrique...) peut s'attaquer à tout, attaque tout. Et la matière décapée en ressort plus claire, plus ronde, avec des aspects nouveaux, des perspectives inédites. Un grand bond en avant, si je puis me permettre... Mike et Kate Westbrook sont de ces gens-là.

De cette bande d'olibrius en folie, je sais peu de choses. D'abord, il sont Anglais. Très, très british, un air à prendre le thé à cinq heures au milieu du déluge. Avec cette nuance de mauvais goût fondamental qui donne toutes les audaces, tous les courages. Des gens qui savent être seuls, sans doute. Un air à aimer l'Angleterre, c'est tout dire. Et ses poètes, comme il y a quelques années, quand ils tournaient un spectacle avec de grands poèmes de William Blake sur « L'esclave », interminablement déclamés en anglais par le trompettiste fou toujours habillé de noir. C'était bien, un peu ennnuyeux aussi quand on comprend mal la langue.

Quelques années ont passé, le trompettiste a maintenant des lunettes. Tiens, Kate Westbrook n'est plus déguisée en blondasse qui pète dans sa robe rose, seul Mike est toujours aussi colosse, colonel de la RAF en retraite, moustache en brosse. Et cette année, c'est très très fort : « Off Abbey Road », que ça s'appelle, la tournée. Les Beatles, monument anglais et universel, attaqués de front par des musiciens anglais et universels. Tout d'abord, c'est seulement la joie de retrouver les titres, de chanter avec eux. Qui n'a pas, quel que soit son âge, un coin de souvenir où ces refrains sont encore vivants ? Puis très rapidement, tout ça se structure, il y a des premiers plans, des fonds, des paysages sonores, c'est littéralement le souvenir qui nous est représenté. Je dis bien représenté car la cohérence extrême, l'intelligence, le soin avec lequel est structuré ce spectacle (Oh pardon ! Mais ce n'est rien...) évoque immédiatement le déroulement d'un film. Puis encore, au-delà du souvenir, ou à partir même du souvenir, c'est la question du rapport au chaos qui se donne à entendre, la tentation de laisser aller et la volonté, le besoin de pétrir le réel pour en faire, au moins, une forme, se raccrocher.

Ce que disent les musiciens du Mike Westbrook Brass Band, c'est que le souvenir est toujours réécriture et que dans toute écriture du présent, il y a déja le souvenir, le faux, l'histoire qu'on se raconte. Et que c'est en se racontant des histoires (pas forcément fausses) qu'on se fait, que les peuples se font. « La parole vivante (...) c'est ce qui nous relie présentement au passé (toujours recomposé) et au possible, c'est par elle que nous parcourent (et que nous parcourons) idéalement notre mémoire et notre imaginaire » (François Nimey, dans les Cahiers du Cinéma de juillet-août 89, à propos du dernier film de Chris Marker).

Voilà, ils sont huit (comme les habitants du Caire), allez les voir et les écouter, ils ont déjà tourné cet été, et si vous suivez mes conseils, bientôt vous serez propres et cultivés.

Toulouse,
l'oncle Paul

P.S. : C'était à Tarbes, mieux vaut Tarbes que jamais, malgré tout 300 bornes aller-retour, c'est pas de la tarte; encore un grand merci à l'imbécile du Capitole pour sa politique culturelle (Oh pardon ! Ce n'est rien).

reP.S. pourquoi pas ? Ah oui, parce que les Cairotes sont qu'huit

Où (en) sommes-nous ?

« Ce que la rue chinoise est venue nous confirmer (...) c'est que l'initiative des masses a encore tout l'avenir pour elle »[1].

« L'Empereur et les mandarins de Chine prennent de temps en temps des mesures pour faire révolter le peuple, afin d'obtenir de ces manœuvres le droit d'en faire un horrible carnage »[2].

Le 89 chinois fut ceci et cela, enthousiasme et désespoir, appliquant à la lettre nos certitudes stratégiques puis les balayant à la mitraille : **front unique, "tous ensemble nous vaincrons", masses unanimes, abolition spontanée des classes sociales...** il y avait tout cela, et c'était nos schèmes incrustés en nos espoirs fous, nos immuables mots d'ordre squattant chacune de nos révoltes qui ont été bulldozés au sang par l'Etat. « C'est toujours la même logique »[3]. On n'en dressera pas ici, depuis par exemple Paris 1871, la liste : martyr, c'est pourrir un peu.

A ce point, comment parler encore de **rapport de forces** sans préciser (et surtout : sans préciser **autrement**) de quelles **forces** il va falloir user ? Sauf à perpétuer morbidement le tour-à-vide de nos analyses, le cul-de-sac zombie de notre penser-la-révolution. A ce point, en clair, tout ce à quoi nous croyions, ce sur quoi nous tablions, eh bien ça ne marche pas pour obtenir ce que nous voulons : on vient de le cruellement subir, là-bas. Le coup de la **volonté déterminée** aux mains nues, quand l'Etat n'en vacille pas d'un poil, quand l'Armée n'en bronche pas d'une chenille, on ne nous la fera plus. Alors, quoi ?

— Prendre les armes ? "Ils" les ont, plus et mieux. Chassepots contre chars, allons donc !

— Compter sur le ralliement d'une partie de l'Armée, en l'infiltrant au besoin ? Mais alors, "prolétaire, ne compte que sur tes propres forces" et "la libération des X... sera l'œuvre de X... eux-mêmes", ce n'était que ronronnants vœux pieux ?

— Attendre le bon-vouloir de la france "éclairée" des dirigeants : s'en remettre à Zhao contre LI, Gorby contre les brejnéviens, Bougrelas contre Ubu; ou encore patienter jusqu'à la mort de Deng comme jadis celle de Franco ? Mais alors, certains charismes primeraient donc le "tout-puissant" conflit de classes ?

Nous n'en sortons pas !

— Se dire qu'à terme, wait and see, la gérontocratie s'écroulera de par la volonté des lois économiques mondiales, qui plus-valunet démocratie plutôt que tyrannie ? Les imparables massacres ne sont donc qu'un "chant du cygne" ("l'agonie du communisme", on dit les "capitalisme ou barbarie", July en pôle).

Et basta de notre **"Tout, tout de suite"** viscéral !

Alors quoi, "Transformer le monde, changer la vie", hein ? Quel glas, quelle chimère, quelle tragédie pour nos théories implacables ? Où sommes-nous, où en sommes-nous, sans bras baissés ni marche-à-la-planche ? Pourtant nous n'y couperons pas, nous le savons bien, il le faut bien, la page suivante reste à écrire. Quelle encre, quel papier, c'est à nous de dire, de faire, de penser. De créer de nouveaux possibles. Nous le savons bien. Et tout de suite.

Août 1989,
Jimmy Gladiator

Ce texte a été envoyé à plusieurs personnes et collectifs. Les réponses sont reçues par J. Gladiator. BP 34. 78800 Houilles, pour insertion sous forme de "dossier-débat" dans un proche numéro du Château-lyre.

1. Serge Quadruppani, **La Quinzaine littéraire,** 16 au 30 juin 1989.
2. Marquis de Sade, lettre à sa femme.
3. Editorial du **Monde libertaire**, 8 juin 1989.

LIBERECANA LIGILO

C'est un bulletin de liaison libertaire en esperanto.

Pourquoi en esperanto ? Tout simplement parce que les esperantistes libertaires du monde entier utilisent ce bulletin pour faire circuler les informations, et que l'esperanto est le moyen de communication idéal et rapide.

Le contenu de "Liberecana Ligilo" est assez varié. Dans le numéro d'avril 89, la première page titre : « Liberecana sindikato en Sovieto ! » (Syndicat libertaire en URSS). Titre d'actualité ! Ce syndicat a été fondé le 22 janvier 1989 à Moscou par une cinquantaine de représentants de Léningrad, Kiev, Charkovie, Sibérie, etc. L'information provient d'un des membres espérantistes de ce syndicat. Nous trouvons aussi d'intéressants articles sur l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est, la Turquie, le Pays Basque, la Suède, la Chine, la Pologne, le Danemark, les USA, la Corée du Sud, la Hongrie, etc. Hormis les informations internationales, un article de fond sur l'Italien Luigi Fabri.

Cette revue anarchiste esperantiste permet d'être en rapport direct avec le mouvement anarchiste mondial. Vous pouvez vous le procurer à l'adresse suivante :

« Liberecana Ligilo »
P. Persson
Svartvisksv. 14
S. 123 52 FARSTA
SVEDIO / SUEDE

...On a reçu et trouvé... On a reçu...

TEXTES • BROCHURES • EXPRESSIONS DE COLLECTIFS OU D'INDIVIDUS •

FRANCE

☛ Et toujours **LE BRULOT** des mois de mai, juin, juillet, août et sept. 89 (2,50 F). Des humeurs sous forme de pamphlets rédigés par Gustave Arthur Dassonville toujours lui-même. — 30 bis, rue Molière. 93170 Bagnolet. Tél. 43.61.28.45.

☛ Un nouveau venu : **Tout reste à faire** (T.R.A.F.). N° 1 Juin 89 (3,00 F). Le sommaire : tourne les pages, tu verras bien... — **T.R.A.F.** c/o **Association d'individus**. BP 352. 75625 Paris 13.

☛ **La feuille du C.A.S.D.A.L. :** Sur le pouce. Les n° 43 (juin 89) et 44 (sept. 89). A propos du bicentenaire – de la Kanakie – de la Pologne – de la Chine, etc.
Le C.A.S.D.A..L. propose : — une affiche collée sur Périgueux dessinée par l'ami Caïus (Ils ne rêvent que d'asservir le peuple et ils fêtent la révolution) — une brochure-revue de presse 1789-1989 Ni Dieu - Ni Maître (15 F). C.A.S.D.A.L. 10, bd Stalingrad 24000 Périgueux.



Comité "Pékins de tous les pays unissons-nous..."

☛ **Contre vents et marées.** N° 61 Sept. 89 et N° 62 Oct. 89 (5 F). Journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, édité par Contre-Courants. — Adr. : "La Ladrière" St-Alban-de-Roche 38300 Bourgoin-Jallieu.
A noter la publication d'une brochure sur le chômage, la précarité et le R.M.I., à commander à la même adresse (20 F).

☛ **L'Affranchi.** • Le numéro précédent : – Luttes de classe en Algérie – Commentaire des "Commentaires" de Guy Delord – 1988 à l'est du nouveau – Note d'été sur des impressions d'hiver. • Et ce numéro 2 : – Boum des exportations japonaises : Hiroshima soviétique et Pearl Harbour financier – Anomalie de la société affranchie – Les mystères de la finance moderne – le Sida, mal et remède. — Adr.: BP 16. 44, rue Durantin 75018 Paris.

☛ **Le bulletin du Comité pour l'extension des luttes.** N° 2. L'organe du comité de lutte de Toulouse (3,50 F). Des ouvriers et employés du privé et du public contre l'isolement et le corporatisme. — R.R. BP 227. 31004 Toulouse cedex.

☛ **Les cahiers de la Fronde.** • Mars 87 : Discours sur l'économie et la désespérance (ou la nécessité d'abolir la première pour en finir avec la deuxième). • Février 88 : Très humble remontrance à Monsieur le Député-Maire de la ville de Montpellier sur un prétendu retour de la renaissance en Europe. • Octobre 88 : Le vrai et le faux dans les retombées de l'économie politique sur le mont Lozère. — Adr. :BP 3042. 34034 Montpellier cdx.

☛ **Le bulletin de la coordination nationale anti-fasciste (c.N.A.F.).** N° 17 Octobre 89. Au sommaire du n° 16 de mai 89 : • Des déclarations concernant l'occupation à Bruxelles de la Direction générale III de la Commission européenne pour la coopération industrielle, en solidarité avec les prisonniers de la R.A.F., des C.C.C. et d'A.D. • Des infos diverses sur les divers S.C.A.L.P. nationaux. • La plate-forme de la C.N.A.F. — A signaler un appel pour des rencontres européennes des groupes antifascistes radicaux qui devraient avoir lieu à Paris, les 15 et 16 avril 1990. — Contact : C.N.A.F. / M.N.E. 23, rue Gosselet 59800 Lille. Tél. 33.1.42.50.99.43.

☛ **Essais, nouvelle série** et **les Décharnés sentimentaux.** Le n° 47 de juin 89 (19 F) : • un dossier spécial sur la religion • Les foutres du ciel • Non dieu et mathématique • Pour une laïcité intégrale • Bibliographie sommaire • Détournement de prière. — **Jimmy LALLEMENT**. BP n°1013. 49015 Angers.

☛ **L'appel constant du nationalisme.** Une brochure cadeau de Fredy Perlman, édition Au Bord de l'Arve 89. « Le nationalisme continue d'attirer les démunis car les autres perspectives leur semblent bouchées. La culture des ancêtres a été détruite; donc, à un niveau pragmatique, c'est qu'elle a échoué; les seuls ancêtres qui ont survécu sont ceux qui se sont adaptés au système de l'envahisseur, et ils ont survécu à la périphérie des dépotoirs. Les diverses utopies des poètes et des rêveurs et les nombreuses "mythologies du prolétariat" ont échoué aussi; elles ne se sont pas révélées justes dans la pratique; elles n'étaient rien d'autre que des foutaises, des rêves partis en fumée, des châteaux en Espagne; le véritable prolétariat a été aussi raciste que les patrons et la police. L'emballeur et l'agent de police ont perdu tout contact avec la culture ancienne; les châteaux en Espagne et les utopies ne les intéressent pas, ils les rejettent avec cet esprit terre-à-terre d'homme d'affaires

qui n'a que mépris pour les poètes, les créateurs et les rêveurs. Le nationalisme leur offre quelque chose de concret, quelque chose qui a fait ses preuves et qui marche. Pour les descendants des populations persécutées, il n'y a pas la moindre raison au monde de rester des êtres persécutés alors que le nationalisme leur offre la perspective de devenir des persécuteurs... ».

☛ **Ekaitza.** N° 169 Août 89 (5 F). Hebdomadaire d'information politique basque. 16, rue des Cordeliers 64100 Bayonne. Tél. 59.59.07.80

☛ **Association des familles et amis de détenus.** Gernika. Quartier Harburu. 64122 Urrugne.

☛ **Euskadi information.** N° 61 Juin 89, n° 62 Juillet 89, n° 63 Septembre 89. Revue nationaliste d'information sur le Pays Basque. • Les luttes et la répression • Un dossier central : prisons d'extermination dans le dernier numéro. — Adresse : Ekin. BP 193. 64104 Bayonne cedex.

☛ **Comité pour la défense des droits de l'homme en Pays Basque.** Bulletin trimestriel n° 12 septembre 89. Comme l'indique son titre, diverses infos sur les problèmes des droits de l'homme au Pays Basque. — Adr. M.J.C. Polo Beyris 64166 Bayonne.

☛ **I.R.L. Journal d'informations et de réflexions libertaires.** N° 83 Octobre 89 (20 F). Au sommaire du n° 83 : • Passibles de révolutions possibles • Pour un anarchisme présent • Le pouvoir donne-t-il du pouvoir aux femmes ?de F. Kamam • Avis de lectures (Guillon, Lefebvre) • Est-Infos, la chronique des pays de l'Est • Courrier des lecteurs • Débats : – Pour la C.N.T.-A.I.T., pour l'anarcho-syndicalisme – Réponse brève et provisoire à Frank Mintz – Réponse à l'article "Contre l'orthodoxie" signé par des affiliés de la CGT • Quel avenir pour l'anarchie ?



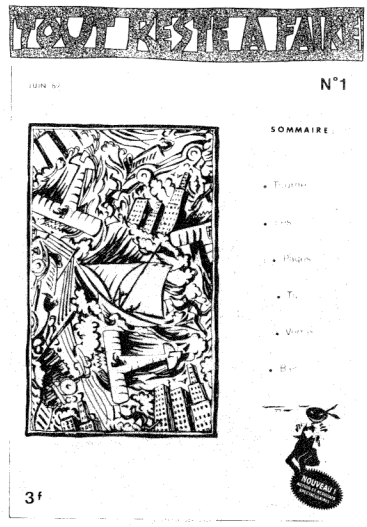


• Réflexion sur "Anarchie et christianisme" de Jacques Ellul • Communiqué • Anar-chroniques : nationalisme et culture de Rudolph Rocker • Le centre de documentation libertaire de Lyon. — Adr. : I.R.L. c/o ACLR 13, rue Pierre-Blanc 69001 Lyon. Tél. 78.29.28.26.

☛ **Courant Alternatif.** N° 89 Octobre 89 (20 F). Mensuel édité par **l'Organisation Communiste Libertaire.** Au sommaire : • Flics et militaires au service des citoyens • Recherche projet politique • Sans-Cravates, bilan • Un village en Europe, Golfech • Nogent-sur-Seine : des becquerels qui font des remous • Serre-de-la-Farre : le point sur la lutte • Pas d'armée à l'école • Les skins attaquent à Lille • Prison : ça bouge dans les taules, chronologie des dernières luttes, le rapport Bonnemaison • Pologne : Solidarnosc ou Solidarnaque ? • L'édition sous tension catholique • Restructuration dans la B.D. • A lire aussi : – **"Une période finissante"** : une analyse de la crise, de la décomposition sociale, un bilan et maintenant. – **"Etat des lieux : et la politique bordel ?"** : les positions de l'Organisation Communiste Libertaire. – **"30 ans de luttes ouvrières en URSS"** comme l'indique son titre... — Adresse : O.C.L. / Egregoire. BP 1213. 51058 Reims.

☛ **Guerilla.** BP 631. 75160 Paris cedex 04. (15 F). N° 1 Mai 89 : • Dépasser la politique, la politique du dépassement • Cinq mois de grève chez RUFA • Discours et consensus. N° 2 Juin 89 : • L'utopie contre l'économie • Une éthique de la violence pour une politique de la non-domination • RUFA : bilan d'une grève • Discours et consensus (suite). N° 3 Juillet 89 : • Action Directe : l'isolement à perpétuité • Politique et rôle du PDG de la Régie Renault Georges Besse.

☛ **L'anti-terrorisme en France** ou la Terreur intégrée 1981-1989. Un livre de Serge Quadruppani aux éditions La



Découverte. 1, place Paul-Painlevé 75005 Paris.

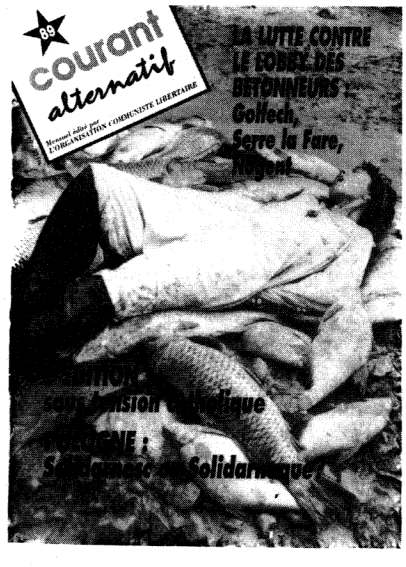
☛ **Nous ne mangeons pas de viande pour ne pas tuer d'animaux.** Informations et réflexions sur des alternatives possibles à la viande. Brochure 20 F. — Y. Bonnardel. 20, rue Cavenne 69007 Lyon.

☛ **A propos de la Chine et des Chinois.** Nous avons reçu deux documents sur le sujet.

• L'un émanant du Comité "Pékins de tous les pays, unissons-nous", c'est une affiche qui reprend textes et communiqué du comité lors de l'occupation le 29 juin 89 des services éducatifs de l'Ambassade de Chine à Paris. — Contact : **Brise-Glace.** BP 214. 75623 Paris cedex 13.

• L'autre, une fausse édition spéciale du Monde regroupe une série de textes plus particulièrement sur l'intoxication médiatique pendant les événements du printemps.

☛ **Trouvé : tracts :** • Ci-devant des citoyens du Monde : à propos du bicentenaire, Toulouse 21 juillet 89, si curieux, nous écrire. • Deux cents ans d'exploitation capitaliste sous les déguisements de deux siècles de mystification démocratique... et • La commune de Pékin n'est qu'un combat, continuons le début ! —





Deux textes signés **Guerre de classe**. BP 74. Poste 315. Paris 19.

INFOS ANTIMILITARISTES

☛ **Le ramassis nouveau est arrivé.** Tout ou presque sur les accords Armée-Education, un outil indispensable pour s'opposer à la symbiose. 1 ramassis : 30 F + 7,40 F de port. Demander aussi la vidéo "Le retour du civisme", les auto-collants, les affiches. — Adr. : **COT**. BP 229 81006 Albi cedex.

☛ **Le collectif contre l'armée à l'école** lance un appel-pétition contre le projet. — Adr. : **U.P.F.** 4, rue Lazare-Hoche 92100 Boulogne.

☛ **La résistance à la militarisation en France et en Europe.** Des rencontres se déroulent sur ce thème vers Pâques 90, plus précisément du 13 au 16 avril, dans le Tarn. Ces rencontres se veulent ouvertes à toutes et tous pour permettre l'expression d'un maximum de sensibilités sur ce thème. — Contact : **Collectif R.M.F.E.** COT BP 229. 81006 Albi cedex.

☛ **Pierre Serres** objecteur insoumis condamné le 29 janvier 89 à un an de prison ferme a été amnistié le 12 juillet 89. Par contre, 500 réfractaires à l'armée sont toujours aujourd'hui dans les prisons françaises. Pour l'info et soutien : **Avis de recherche**. BP 53. 75861 Paris cedex 18.

☛ **Où vas-tu, petit soldat ? A l'abattoir !** C'est un patchwork de dessins et de bandes dessinées réunis en album. C'est bien. 100 F. — Disponible à la Librairie du Monde Libertaire 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. 48.05.34.08.

INFOS DIVERSES

☛ **La rue du Volga.** Le 19 août 1989, à 3 h du matin, un commando de huit hommes a attaqué au gaz le 34, rue du Volga. Cet immeuble appartient à l'Opac HLM et est réquisitionné par les familles du Comité des mal-logés. Les flics étaient présents lors de l'attaque et ne sont pas intervenus. A qui profite le crime ? — Info et soutien pour la régularisation des familles aux : 92, rue de la Fontaine Paris 75011, 34, rue du Volga 75020, Rue de Rigoles 75020.

☛ **Dernière minute :** Même type d'intervention le jeudi 5 octobre 89 contre des occupants rue Kléber.

☛ **Toujours en prison :** Le 21 décembre 1988, Jean-philippe CASABONNE est condamné par la justice espagnole à 6 ans de prison pour ses liens avec E.T.A. Il nie tout rapport avec l'organisation mais affirme trop fort sa solidarité avec les réfugiés basques. Il est aujourd'hui à l'isolement privé de courrier. Son adresse : Prison d'Alcala Module 3. Alcala de Henares. Madrid. Espagne. Celle du comité de soutien : BP 60. 33031 Bordeaux.

☛ **Appel d'urgence : Il faut sauver Munia Abu Jamal,** ancien porte-parole des Black Panthers, il croupit dans les couloirs de la mort d'une prison américaine. Il est accusé du meurtre d'un policier et condamné à mort. — Pour tous renseignements : **Comité de défense sociale** c/o F. Armoiry. BP 33. 75661 Paris.

☛ **Canal Sud.** "Radio-libre" 92,6 FM. 40, rue Alfred-Duméril 31400 Toulouse. Tél. 61.53.36.95 **contre l'isolement et pour la solidarité** propose un apéro-infos tous les soirs, du lundi au vendredi, au local, de 18 h 30 à 20 h et aussi deux émissions : **Fréquence Apache** et **L'Ecume des jours** en alternance le samedi à partir de 11 h 30 (92,6 FM).

ETRANGER

ESPAGNE

☛ **Solidaridad Obrera.** Organe de la CNT (syndicat) de Catalogne (sur les luttes sociales). Mensuel. N° 202 Juin 89 et n° 203 Juillet-Août 89. — Pza. de Medinaceli 6, ertlo, 1 a, 08002 Barcelona.

☛ **La Lettra A.** N° 28 (avril-mai-juin 89). Revue libertaire d'information générale. — Calle Elcano 48, 08004 Barcelona.

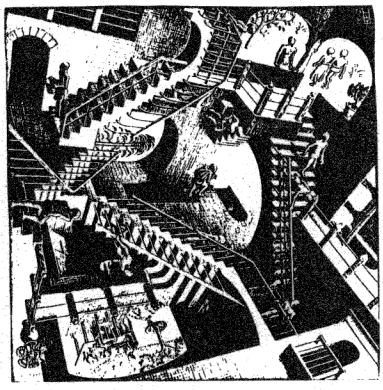
☛ **Ikaria.** N° 20 Mai-Juin 89. Revue anarcho-indépendantiste écrite en langue catalane. Au sommaire : • Texte sur la CNT (interview de la "Comuna Carlos Marx" de la prison de Soria, etc. — Carrer Perill 52, 08012 Barcelona.

☛ **Sabotage.** N° 8 Août 89. Revue d'autonomes, informations nationales et internationales. — Ap. 17140. 28080 Madrid.

☛ **Asociacion Issac Puente.** Catalogue de publications règulières que possède l'A.I.P. 1989. C'est un centre de documentation et d'études anarchiste. — Ap. 1687. 01080 Vitoria.

☛ **Resiste.** N° 7 et 8. Revue d'autonomes d'Euskadi Sud. — Ap. 1673. 01080 Vitoria.





☛ **Bulletin de l'U.P.A.** Agence d'informations créée en octobre 1988. Se définit comme une agence de communication alternative et horizontale. Diffuse un bulletin hebdomadaire. Elle est en contact avec trois autres agences alternatives (A.N.A., TAS-TAS et KONTRA). Les quatre agences ont le projet de créer un réseau européen d'information, l'E.C.M. (European Counter Network).
— **U.P.A.** Ap. 52104. 28080 Madrid. Tél. 91.532.4238
— **TAS-TAS**. Ap. 1673. 01080 Vitoria-Gastetz. Tél. 94.528.5730
— **A.N.A.** Ap. 72. El Prat de Llobregat. Barcelona. Tél. 93.329.0783.

☛ **Une bande dessinée** sur les aventures de Kolno et Bazoka (un couple) pendant la campagne des élections au parlement européen, intitulée "No votes ¡¡ Sacudeles !!" (Ne vote pas, frappe-les). 1989. Par Sanchez Casas.

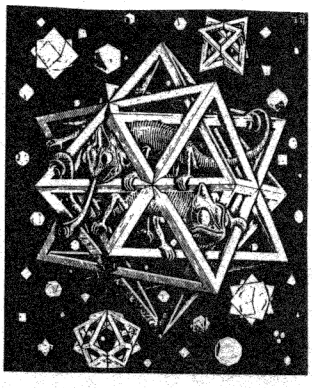
☛ La déclaration au procès le 18 juillet 1988 à Madrid d'Alessandra di Pace, Gianfranco Lupi et Francesco Tolino, trois militants communistes italiens arrêtés en France, dans le cadre d'une enquête sur les B.R.-U.C.C. Après cinq mois de détention, ils ont d'abord été expulsés vers l'Espagne pour être ensuite extradés plus aisément en Italie.

☛ Une lettre ouverte au directeur général de l'institution pénitentiaire signée par une vingtaine d'avocats membres de la Commission du Pénal du groupe des jeunes avocats de Madrid. Suite à la lettre ouverte parue dans un journal d'Almeria "La Cronica" du 14 ami 89, signée par un groupe de fonctionnaires (anonymes) de prisons proférant publiquement des menaces à l'encontre des prisonniers politiques basques dont voici quelques extraits : « Nous connaissons très bien vos domiciles, vos familles et, mieux, nous vous tenons et vous dépendez de nous. Nous n'avons pas besoin d'avoir recours pour vous exterminer en une seule nuit, à l'aliénation mentale, à la peur insurmontable (...). Vous êtes comme des bébés dont nous contrôlons tout : nourriture, boisson, affaires. Il ne nous est en rien difficile de vous transmettre le virus du Sida, l'hépatite ou toute autre spécialité de nos prisons, quoique le poison soit assez doux et que vous ayez toujours la possibilité d'avoirs recours à la salutaire grève de la faim ». Les avocats protestent et demandent que les auteurs de cette lettre soient suspendus de leurs fonctions et que s'engagent des poursuites judiciaires immédiates, vu le danger qu'encourent les prisonniers.

ITALIE

☛ **Umanita Nova.** Hebdo de la fédération anarchiste italienne fondé en 1920. Du n° 14 (30.04.89) au n° 28. Actualité nationale et internationale. — Adresse : Walter Siri. Casella Postale 2230. 40100 Bologna.

☛ **Librairie Anomalia.** 2 catalogues (semestriel) de publications vendus par correspondance (1988 et 1989). S'occupe de publications italiennes et étrangères de contenu libertaire et de la



gauche communiste. Possède également un centre d'archives. — 73. Via dei Campani 00185 Rome.

BELGIQUE

☛ **A.P.L. (Agence de Presse Libération).** N° 546 Septembre 89. Infos diverses nationales et internationales. — 14, rue du Jardin des Olives. 1000 Bruxelles. Tél. (02) 511.93.10.

SUISSE

☛ **C.I.R.A. (Centre International de Recherche sur l'Anarchisme).** Bulletin n° 45 Juillet 89. Sur la bibliothèque du centre d'archives. N'oubliez pas d'y envoyer vos productions. — Casa Postale 214. CH. 1211 Genève 13. (fermeture provisoire le 1/11/89). **Nouvelle adresse** à partir du 1/11/89 : Av. de Beaumont 24. CH 1012. Lausanne. Tél. (+4121) 32.35.43 ou 32.48.19 (ouverture des nouveaux locaux début 1990).

☛ **Banal.** N° 5 Avril 89. Magazine anarchiste en langue allemande. Articles sur la Kanakie, l'Uruguay, l'Argentine... et infos sur la Suisse. — Postfach 288. 8036 Zurich.







ON A REÇU

Le 14 juillet 1789, la prison de la Bastille, symbole de l'Ancien Régime, fut détruite par la population parisienne. Quand aujourd'hui un tel acte semble malheureusement impossible, nous décidons de rendre public le remarquable texte d'un de ces prisonniers que l'Etat, au nom de la société, s'acharne à réduire au silence.

Nantes. Le 14 juillet 1989

LES AMIS DE VARLET

CREVOLUTION

Deux cents ans que nos pères prirent la Bastille
Armés de vieilles faux, de piques, de fusils ;
Qu'ils donnèrent l'assaut aux barreaux et aux grilles
En s'écriant en chœur : "Maintenant, ça suffit !
Que le temps des seigneurs dès aujourd'hui s'arrête !
Qu'on cesse d'affamer le Peuple miséreux
Et de faire couler les larmes de ses yeux !
Que tous les aristos grimpent dans la charette :

Qu'on leur coupe la tête !"

Sitôt dit, sitôt fait ; les Révolutionnaires
Se mettent à rêver de nouveaux horizons ;
Investissent les lieux, détruisent pierre à pierre,
Et puis mettent le feu à l'infâme prison...
Chacun sent en son cœur se réveiller la fibre ;
Patriotique, chacun crie : "Je suis Français !
Qu'on m'amène le roi, la reine, et leurs valets !
Qu'ils entendent enfin ce nouveau chant qui vibre :

Nous voulons être libres !"

On raccourcit le roi, on étête la reine,
Ce qui de près, de loin, pouvait y ressembler ;
Puis, s'estimant enfin libre de toute chaîne,
On proclame bien haut la nouvelle Assemblée.
"Qu'on aille dire au Peuple que ceux qui gouvernent
Imposeront partout sa propre volonté !
Que personne, ni rien, ne peut les arrêter ;
Que chacun trouvera du vin dans les tavernes,

Du pain dans sa giberne !"

Deux cents années plus tard, voilà qu'on nous empeste
D'une Révolution prêchant l'Egalité,
Quand on sait bien, partout, que la seule qui reste,
On ne la voit jamais que dans la pauvreté...
Ce qui est révolu, hélas, c'est le bel âge
Où les hommes rêvaient de se donner la main !
Les lampions s'éteindront et, dès le lendemain,
Le fêtard assouvi retrouvera la rage

D'être encore au chômage !...

En quoi donc fut-il bon de prendre la Bastille
Si c'était, aujourd'hui, pour en arriver là ?
Avant que de crever, la chienne a eu des filles
Dont l'unique souci était de mettre bas...
Et quand, le soir venu, le prisonnier qui lutte
Entendra les flonflons et le bruit des pétards,
Croyez-vous qu'il ira danser dans le mitard
Pour une liberté qu'on paie et qu'on culbute?

Une espèce de pute !

Quant à vous, gais lurons, rois de la farandole,
Ouvrez un peu les yeux ! Retrouvez la raison !
Que peut-il se passer, dedans vos têtes folles,
Quand le monde, jamais, n'eût autant de prisons ?
On y traite partout l'homme comme une bête !
Des femmes, des enfants, remplissent les cachots !
Demain, quand reviendra le temps des échafauds,
Ceux qui vous font danser hurleront à tue-tête :

"Qu'on leur coupe la tête !"

Georges COURTOIS *(Prison de Fresnes, juillet 1989)*